Revue politique militante

mobilisation

vol.4, no.7 avril, 1975 $0.50

"Il n'est qu'un, et un seul, internationalisme véritable: il consiste à travailler avec abnégation au développement du mouvement révolutionnaire et de la lutte révolutionnaire dans son propre pays, à soutenir par la propagande, la sympathie, une aide matérielle cette même lutte, cette même ligne, et elle seule, dans tous les pays sans exceptions..."

Lénine

MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée par des militants oeuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes.

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes et individus progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs militants d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçu comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes et des militants oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

• • •

Pour abonnements et correspondance, vous adresser à:
MOBILISATION
a.s. Librairie progressiste,
1867 Amherst, Montréal,
tél.: 522-1373

A Paris vous trouverez **MOBILISATION** à la librairie **LA JOIE DE LIRE**, 40 rue St-Sévérin, Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.

Courrier de la deuxième classe — Enregistrement no.3390

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

Travailleurs immigrés, travailleurs québécois, un même combat! Soutien aux luttes des peuples!

Ces deux thèmes que nous avons voulu aborder dans ce numéro ont constamment résonné au Québec ces dernières années. La quantité et la qualité des interventions militantes sur cet aspect de la lutte des classes permettent de faire ressortir la réalité d'une même ennemi: la bourgeoisie et l'impérialisme partout dans le monde. Cette réalité dépasse de loin les particularités nationales et nous oblige à engager sur ce terrain des luttes décisives non seulement pour l'impact qu'elles provoquent ailleurs, mais pour notre propre avenir révolutionnaire au Québec.

Alors que la bourgeoisie internationale et ses agents réformistes au sein du mouvement ouvrier et populaire tentent par tous les moyens de diviser les forces du progrès et de la révolution, les révolutionnaires ont comme tâche essentielle de développer l'unité, et ce dans la lutte, en montrant que notre combat n'est qu'une petite partie d'un seul et même combat à l'échelle du monde capitaliste. Si nos expériences à ce sujet sont pleines d'acquis, il demeure toutefois que la voie parcourue est encore minime en regard des besoins. C'est dans ce contexte que nous présentons ces acquis qui constituent un début de systématisation sur la question. Deux textes forment l'ossature du numéro: Un premier regard sur l'immigration, qui analyse le cadre de la réalité des immigrants au Canada et qui permet de comprendre le contexte des luttes récentes, et l'internationalisme prolétarien, sorte de regard historique et théorique sur les expériences militantes. A cela se sont rajoutées quelques enquêtes concrètes, réalisées avec des militants intervenant sur le terrain: avec les travailleurs haitiens, arabes (aux Etats-Unis), les expériences d'intervention sur le Vietnam et le Chili. Il y a aussi deux autres textes d'analyse sur des luttes concrètes à l'étranger, d'abord aux Philippines, le prochain Vietnam, où la lutte du peuple contre l'impérialisme yankee et ses représentants locaux fait de gigantesques bonds en avant, et finalement, une déclaration du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) du Chili, l'avant-garde révolutionnaire de la lutte du peuple chilien contre la dictature gorille.

Notre conception d'ensemble sur la question de l'internationalisme nous indique qu'il faut constamment et dans toutes les occasions lier ensemble les leçons et les acquis de nos luttes avec celles des peuples. Ce qui nous conduit à vouloir revenir sur ces questions dans les prochains numéros où nous tenterons par rapport à des questions concrètes du mouvement révolutionnaire québécois de présenter cet aspect international et essentiel, que les fondateurs du socialisme scientifique synthétisaient il y a plus de 125 ans sous ce mot d'ordre fameux:

Un premier regard sur l'immigration au Canada

PRESENTATION

Ce texte possède des limites évidentes. Comme il s'agissait, d'un point de vue militant, d'un premier approche d'ensemble sur la question de l'immigration au Canada, la nécessité de brosser un tableau général nous a forcé de laisser dans l'ombre certains aspects du problème. Ainsi, parmi les lacunes qui à nos yeux sont les plus grosses, soulignons l'absence de données sur les implications de l'immigration sur le contexte particulier du Québec, de son développement économique et par rapport à la question nationale.

Soulignons aussi la quantité et la qualité relativement faibles de données que nous avons pu transmettre sur la contribution pourtant capitale des travailleurs immigrés au mouvement ouvrier canadien et québécois tant syndical que politique. Notons aussi l'absence complète de synthèse sur la question des réfugiés ou encore sur le racisme dans les politiques canadiennes d'immigration.

Malgré ces lacunes, ce texte à partir d'un historique de l'immigration au Canada nous aide à mieux comprendre de façon générale les liens entre l'immigration, le rôle de l'Etat et certains besoins passés et actuels du capital au Canada. De façon particulière, il aide à situer les problèmes de fond qui sont sousjacents aux évènements récents (déportations).

Sans analyser quelles seront les politiques d'immigration que proposera l'Etat, ce texte aide quand même à saisir, dans un premier temps, comment il se fait que cette réorientation et réorganisation sont inévitables.

En dépit des faiblesses de l'analyse, nous avons cru possible d'identifier certaines tâches.

LA PORTE OUVERTE 1867-1895:

L'attitude de l'Etat canadien sur la question de l'immigration lors de cette période se résume facilement :un laisser aller sur toute la ligne. On estimait que l'offre et la demande de travailleurs étrangers allaient de soi s'équilibrer; encore là une autre lubie des théoriciens du libre échange. Toutefois, si le Canada contrairement à d'autres pays adopta sans grande réserve la ligne de conduite du laisser aller et s'il maintint cette politique sur une période de temps beaucoup plus longue qu'ailleurs, l'explication réside dans la situation spécifique du Canada: alors que la plupart des autres pays enregistraient des surplus de population agricole, le Canada offrait des espaces considérables qui ne demandaient qu'à être cultivés. Le résultat fut un flot régulier de main d'oeuvre immigrée (la plupart fermiers et travailleurs agricoles) qui se dirigeait surtout vers les régions à développer. Plusieurs cependant se frayaient un chemin vers les manufactures des villes, les mines ou autres activités non-agricoles. La moyenne annuelle pour cette période gravite autour de 50,000 travailleurs immigrés qui pour la plupart originaient d'Angleterre et des Etats-Unis (les autres venaient surtout d'Europe de l'Ouest et du Nord).

Autre donnée à l'époque presqu'aussi importante que le flot de travailleurs immigrés: compte tenu du faible développement économique du Canada d'une part et de la politique de porte ouverte (absence de contrôle notamment sur la frontière canado-américaine) d'autre part, il existait un mouvement considérable d'émigration du Canada vers les Etats-Unis. Cet état de faits contribua (de façon secondaire cependant) à l'assujettissement du syndicalisme canadien sous la coupe des unions américaines dans la mesure où l'affiliation permettait aux nombreux travailleurs cana-

diens qui éventuellement allaient se rendre aux Etats-Unis de se trouver un emploi beaucoup plus facilement en présentant leur carte de membre de l'union.

A cette époque donc, on ne trouve dans la loi aucun critère restrictif majeur quant à l'origine et à la composition de la main d'oeuvre immigrée. A peine note-t-on une modification légère à la loi de 1869 qui vint quelques années plus tard interdir l'entrée au Canada à des criminels, des "dégénérés". De toute façon la politique de "free for all" demeurait fondamentalement intacte, ne prévoyant à peu près pas de limites ni aucune procédure de déportation.

Or, une récession économique importante aux alentours de 1890 couplée à la fin des grandes travaux de construction du chemin de fer trans-canadien et à de très mauvaises années au niveau agricole (en partie à cause du climat) avait amené de nombreux chômeurs à s'entasser dans les villes en quête de travail: manifestement, l'équation tracée entre travailleurs immigrès, leur libre ciculation et l'essor de l'agriculture semblait poser problème. Non pas que l'Etat avait ignoré les pressions automatiques créées sur le marché de la force de travail par la venue d'immigrants même agriculteurs-; s'il y avait libre entrée, c'était au contraire pour aussi répondre à ces besoins croissants des capitalistes. La conclusion tirée lors de cette récession c'était la nécessité pour l'Etat d'intervenir dans ce champ, la nécessité d'avoir un contrôlie plus systématique sur l'arrivée de main d'oeuvre: il fallait remplacer le "free for all" en introduisant des raffinements tant à la loi qu'aux mécanismes de l'immigration.

FORMULATION DU CADRE GENERALE DES MECANISMES DE L'IMMIGRATION: 1896-1914

Avec la reprise économique d'après la "dépression" de 1890, les raffinements à apporter aux mécanismes de l'immigration sont mis de l'avant par l'Etat. Ils tournent autour de 3 points principaux.

Premièrement: le chemin de fer traversant les plaines de l'Ouest est désormais établi, il faut donc voir au développement du potentiel agricole énorme qui est accessible dans cette région. De fait, l'Etat doit jouer son rôle: un tel développement de l'infrastructure agricole représentait, dans un premier temps, la clef à la promotion générale de l'économie capitaliste canadienne. En conséquence, dans le cadre étroit de la loi sur l'immigration, on doit apporter des précisions de façon à favoriser une immigration agricole massive et de pouvoir canaliser cette vague vers l'Ouest canadian.

C'est ainsi que l'immigration devint plus sélective d'abord en visant non seulement les bassins traditionnels mais aussi en faisant une "promotion" beaucoup plus agressive vers de nouvelles sources de main d'oeuvre **agricole**, plus particulièrement au Sud et à l'Est de l'Europe. Ensuite, en favorisant l'immigration non seulement d'individus mais aussi de groupes homogènes (polonais, huttérites, douckobors, etc) appelés à fonder ici des communautés agricoles dans des coins plus ou moins perdus.

D'autre part, et c'est là le second principe directeur, l'entrée massive de la main d'oeuvre étrangère par son affluence rend d'abord possible à la fois l'expansion accélérée de l'agriculture et le développement de l'industrialisation sans que l'un se fasse aux dépens de l'autre et surtout, alors que la contradiction capital-travail s'aiguise avec le développement de l'industrie et que les luttes de la classe ouvrière se font plus fréquentes et plus dures, une telle immigration permet automatiquement l'élargissement du réservoir de main d'oeuvre sur lequel s'appuie l'industrialisation. Forcément, la concurrence entre les ouvriers est plus forte pour les postes disponibles dans l'industrie, ce qui confirme le rapport de forces en faveur des capitalistes. Notons l'existence d'une pratique assez courante à l'époque qui consistait pour des organismes comme "L'Armée du Salut" et la "Canadian Manufacturer's Association" à prendre l'initiative de recruter outre frontière une force de travail qu'ils introduisaient dès leur arrivée ici (et sans que ces ouvriers eurent été prévenus avant leur départ) dans des fonctions de briseurs de grèves. Bien sûr, il s'agissait là d'un pratique qui, bien qu'efficace était pas trop évidente: les pressions du mouvement ouvrier canadien forcèrent l'Etat à interdire le recrutement de la main d'oeuvre étrangère sous de fausses représentations. Néanmoins, les effets directs de l'immigration sur les conditions de vente de la force de travail aux capitalistes proviennent d'abord et avant tout du caractère massif, du grand nombre de travailleurs immigrés fraîchement débarqués à cette époque. En effet, durant cette courte période près de 3 millions d'immigrants arrivèrent au Canada, et plus de la moitié d'entre eux le firent entre 1910 et 1913. la période du début du siècle jusqu'à la guerre de '14 a été la plus forte dans le niveau d'immigration au Canada jusqu'à maintenant: 6 des 8 années records pour la quantité d'immigrants prennent place dans cette période.

Si, à première vue, l'expansion de l'immigration semble avoir affaibli la classe ouvrière canadienne dans le rapport de forces avec les capitalistes au même titre que les autres mesures qui étaient alors introduites (la restriction du droit de grève chez certaines entreprises publiques, l'introduction de l'arbitrage etc.), au contraire la contribution des travailleurs immigrés au mouvement ouvrier canadien fut de fait importante et positive. Ecoutons Lipton(1):

"A ce moment, des centaines de milliers d'immigrants venaient au Canada, entre autres — des anglais, écossais, irlandais, russes, ukrainiens, hongrois et juifs. Ils provenaient de pays dominés par les capitalistes et les propriétaires fonciers, apportant avec eux l'expérience du combat et s'installant au Canada en tant que travailleurs exploités. Souvent ils étaient parmi les plus exploités — c'est seulement pendant et après la première guerre que les immigrants commencèrent à avoir de meilleurs emplois. En d'autres mots, ils étaient une source de surprofits pour le capitalisme monopoliste en voie de développement au Canada.

Inévitablement, les luttes et les idées progressistes de ces immigrants fusionnèrent avec le mouvement ouvrier canadien qui allait de l'avant. Que ce soit à Montréal, Toronto, Winnipeg, ou Vancouver, ce furent les immigrants — écossais, anglais, ukrainiens, juifs, russes — qui prirent le leadership de l'implantation des syndicats dans les mines, les camps de bûcherons et les manufactures."

C'est effectivement l'importance de cette contribution au mouvement ouvrier canadien qui justifie le troisième principe servant à guider l'intervention de l'Etat en matière d'immigration. En 1910, la loi est révisée pour inclure une nouvelle catégorie de travailleurs immigrés dont l'accès au Canada est interdit: les subversifs. On inclut d'ailleurs de

1) *The Trade Union Movement in Canada*, Lipton, p.125

nouvelles règles ajoutant la possibilité d'exiger des passeports et des certificats de bonne conduite au candidats à l'immigration.

A l'origine du cadre général de l'immigration sélective au Canada au début du siècle, nous retrouvons donc les trois principes énumérés qui en fait répondent à une exigence unique: que l'Etat soutienne le développement du capital.

1914-1945: LES TEMPS DIFFICLES

En 1914, les objectifs que s'était fixé l'Etat en matière d'immigration ont été pleinement satisfaits: presque toutes les terres à cultiver qui étaient accessibles ont été envahies, le bassin de travailleurs pouvant répondre aux besoins des capitalistes pour l'industrialisation est plus qu'adéquat (le rapport des forces étant nettement en faveur du capital).

La guerre de '14 (comme celle de '39) mettant en place les conditions pour boucher les canaux d'immigration, stoppant notamment l'immigration à partir d'Europe et d'Angleterre, ce sera lors de la démobilisation en 1918 quand des milliers de soldats reviendront sur le marché du travail et que le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix se fera difficilement donnant naissance à une nouvelle récession économique jusqu'au début des années '20, que l'Etat devra jusqu'à un certain point fermer le robinet de l'immigration. Les restrictions qui sont mises de l'avant pendant cette récession seront reprises et raffinées pendant la crise de '29. Entre les deux (entre la récession et la crise), une courte période de reprise économique qui entraînera la mise de côté temporaire de certaines restrictions.

En général, pour toute la période 1914-45, les raffinements apportés aux mécanismes de l'immigration le sont dans une perspective **restrictive**. Ce sont les suivants:

- on restreint l'accessibilité au territoire canadien à des catégories encore plus sévèrement sélectionnées que jamais auparavant. Ainsi, ceux qui ne sont pas dans la catégorie des privilégiés (travailleurs agricoles, domestiques ou serviteurs, fermiers avec un certain capital) doivent présenter un montant de $250. ce qui était très élevé pour l'époque. Pendant la crise de '29, seuls ceux qui pouvaient avancer un capital substantiel furent admis. Ce fut là le seul et unique critère de sélection même pour les réfugiés qui fuyaient le fascisme à l'aube de la seconde guerre.
- pour pouvoir mieux contrôler le flot d'immigrants (pendant le court moment de reprise économique), on introduit le concept d'immigrants parrainés, c'est à dire ceux dont la venue est cautionnée par des parents qui sont déjà résidents au Canada. Ce concept d'immigrants parrainés renferme certaines caractéristiques précises: d'abord comme les besoins ont changé, c'est à dire que les besoins de main d'oeuvre agricole sont désormais secondaires, cette nouvelle catégorie permet l'entrée de "cheap labor" en général (sans qualification ou spécialisation nécessaire) dont a toujours besoin le capital; deuxièmement le parrainage permet entre autres une intégration plus rapide des nouveaux arrivants et laisse à l'Etat une marge de manoeuvre pour faire des pressions sur les parrains afin que ceux qu'ils invitent soient effectivement des citoyens paisibles et soumis. Finalement cette catégorie accorde à l'Etat beaucoup de souplesse dans la mesure où le degré de parenté exige entre parrains et candidats à l'immigration peut être facilement restreint ou élargi pour répondre aux besoins immédiats et à court terme du capital (de même pouvait-on exiger soit la citoyenneté ou seulement la résidence canadienne des parrains).

Ces modifications nouvelles ne sont finalement que des normes plus sévères visant à éviter que les résultats obtenus précédemment ne puissent être renversés en facteurs négatifs en dépassant un certain seuil, une quantité donnée d'immigrants. Ce ne fut cependant pas là les seules modifications, d'autres étaient aussi importantes.

Un autre type de restriction vint recouper la perspective tracée: ce sont les nations et les races que privilégiait pour son immigration le Canada. Les plus favorisés étaient les immigrants en provenance d'Angleterre et des Etats-Unis. Les nord-européens étaient relativement bien reçus alors que les autres européens n'étaient acceptés que si personne d'autre n'était disponible ailleurs. Ceci s'explique d'une part parce que les besoins de travailleurs étrangers devenaient plus modestes et pouvaient être plus sélectives; d'autre part à cause de l'influence qu'avaient eu par le passé sur le déveoppement du mouvement ouvrier canadien les travailleurs originant d'Europe de l'Est. Notons que comme par le passé, les immigrants de race non blanche n'étaient pas les bienvenus.

Les modifications principales concernant les moyens de répression pour annihiler l'influence des travailleurs immigrés sur le mouvement ouvrier canadien sont les deux suivantes. D'abord, prenant position à l'occasion des évènements de Winnipeg en 1919 l'Etat ajoute à la loi sur l'immigration une partie nouvelle affirmant que tout travailleur immigré reconnu comme leader d'une grève était passible de déportation. Ce ne sera qu'en 1928 que les pressions du mouvement ouvrier réussiront à faire retrancher cet aspect de la loi. D'autre part, compte tenu que la contribution la plus important des travailleurs immigrés au mouvement ouvrier du pays fut sans nul date leur participation décisive à la création et à la consolidation du Parti Communiste Canadien, l'Etat ajouta une nouvelle catégorie aux indésirables dont on interdisait l'entrée au Canada: aux dégénérés, aux alchooliques, aux contaminés et aux subversifs, on ajoutait les conspirateurs.

L'un des points culminant de toutes les restrictions mises de l'avant à l'époque est l'obligation, selon la loi, qu'avaient désormais les immigrants (sauf les citoyens américains et anglais) d'être en possession de visas émis par des représentants de l'immigration canadienne à l'étranger. Pour l'Etat, c'était nettement l'amorce d'une tentative ne vue de contrôler l'immigration à sa source.

De fait, le niveau d'immigration fut très faible lors de cette période: à peine plus de 2 millions d'immigrés en plus de 30 ans, soit une moyenne inférieure à 65,000 par année.

LE BOUM D'APRES GUERRE 1946-1961

A la suite du deuxième conflit mondial, c'est la période "heureuse" de l'impérialisme US avec son expansion tout azimut. Et le Canada représentait alors le lieu privilégié pour l'investissement à l'étranger de capitaux US: de 1949 à 1954, le Canada absorbe plus de 50% des flux de capitaux US d'investissement direct.(2) Ainsi, l'investissement US privé qui totalisait $5 milliards au Canada en 1945 passait à

2) Investissement direct: investissement qui permet d'obtenir le contrôle d'une entreprise; source de la citation: C. St—onge, L'Impérialisme US au Québec.

près de $9 milliards en 1953 (pour presque doubler entre 1953 et 1961).

Un besoins considérable de main d'oeuvre se fait sentir dans cette phase d'expansion du capital au Canada: la bourgeoisie doit conserver le rapport de forces en sa faveur, maintenir parmi les travailleurs une certaine concurrence pour l'obtention des postes disponibles dans l'industrie.

Comme nous l'avons vu, le cadre général des lois sur l'immigration est désormais établi (surtout depuis les modifications de la dernière phase, c'est à dire depuis que les besoins de main d'oeuvre agricole sont devenus secondaires). Or, ce qui caractérise ce cadre établi, c'est que les politiques d'immigration sont envisagées sans aucune perspective à long terme: ils relèvent des besoins du moment qu'a le capital. Avec le grand "rush" de l'après-guerre, le cadre des politiques à court terme n'est pas contesté. Les mêmes moyens et mécanismes sont simplement pris maintenant dans une perspective d'expansion plutôt que de restriction; on ouvre le robinet.

Le boum économique dura jusqu'en 1958. Pendant ce temps, l'immigration fut marquée par un élargissement graduel des critères d'accessibilité au territoire canadien. Dans un premier temps, on mit l'emphase sur les immigrants parrainés, élartissant le degré de parenté requis, et sur des réfugiés éprouvés par la seconde grande guerre. Pour des raisons bien évidentes, le nombre des immigrants potentiels touchés par ces deux catégories avait tendance à diminuer, et les besoins en main d'oeuvre du capital eux croissaient. L'Etat dût non seulement assouplir encore plus le degré de parenté pour les immigrants parrainés mais aussi plus favoriser les immigrants non-parrainés.

C'est ainsi que l'Etat entrepris, par exemple, de défrayer directement ou au moyen de prêts les coûts de transport des immigrants, ajouta aux nations privilégiés (Angleterre et USA) la France et Irlande, et finalement se montra très souple en laissant la détermination des critères d'admissibilité des catégories non privilégiés à la discrétion du ministère. En pratique cette dernière mesure impliquait que devenait admissible tout travailleur immigré qui venait au Canada spécifiquement en réponse aux exigences et besoins particuliers de certaines compagnies ou encore sur la recommandation des services de placement du ministère du travail.

La haut de la vague fut atteint en 1957, année record pour ce boum d'après guerre, alors que les critères furent le plus relâchés et que l'Etat canadien, comme une mouche sur un cadavre, déploya le maximum d'énergies pour prendre tout ce qu'il y avait à prendre avec ces réfugiés "de bonne allégeance" qu'étaient ceux de Hongrie et des évènements Suez. A partir de l'année suivante cette période se terminera (1958-61) par l'apparition d'une nouvelle récession économique: on devra fermer le robinet pour les besoins du moment.

De cette période en général, on peut tirer des conclusions fort pertinentes. Nous comptons pas moins de 6 points importants.1. L'un des plus important est sans doute la restructuration du ministère de l'immigration qui passe notamment par la collaboration de plus en plus étroite avec le ministère du travail d'un part et les organisations patronales d'autre part. En effet, les besoins du capital nécessitèrent l'influence du ministère du travail qui imposa en outre aux politiques (toujours à court terme) de l'immigration désormais une systèmatisation supérieure dans le cadre de la planification **annuelle** des objectifs, de la quantité d'immigrants etc. Par exemple, on ajusta de façon plus rigoureuse l'arrivée de ces immigrants et les mois où l'activité économique (les besoins du capital) est à son plus haut point (d'avril à septembre habituellement).

2. Una autre caractéristique fort importante, c'est la place prépondérante que prend l'immigration parrainée, mécanisme qui avait été plutôt marginal lors de la période précédente. L'immigration parrainée en tant que telle, c'est un canal de cheap labour sans qualification ni spécialisation.

3. L'Angleterre et les Etats-Unis ont continué à être des sources importantes d'immigrants mais non plus les fournisseurs prédominants: ce sont les autres pays d'Europe (particulièrement l'Allemagne, lItalie et les Pays Bas) qui fournissent la majorité des immigrants au Canada. Néanmoins, le Canada continuait à privilégier certaines nations et races aux dépends de d'autres. Par exemple, les critères pour les immigrants parrainés n'étaient pas les mêmes selon les pays d'origine: c'est vers la fin de cette période qu'on commence à exiger aux immigrants parrainés des pays peu priviégiés par le Canada des niveaux de spécialisation ou de qualification. L'attitude par rapport aux non-blancs continuait d'être fortement raciste.

4. Malgré le "rush" et la libéralisation des exigences, l'existence des restrictions que nous venons de mentionner, apparaît pendant les années '50 un nouveau type d'immigrants: ceux qui sans visas d'immigration venaient au Canada supposément en tant que visiteurs mais tentaient de s'installer ici. Cette catégorie d'immigrants n'est pas un accident de parcours; ce type d'immigrants devant travailler dans l'illégalité, étant par conséquent forcés d'être des ouvriers un peu plus dociles, il s'agit au contraire d'un acquis pour le capital. Ce ne fut évidemment que lorsque le boum économique se terminait que l'Etat en 1958 proposa la déportation systèmatique de ces immigrants; ils devenaient un fardeau avec le taux de chômage qui grimpait. Cependant, les pressions de l'opinion publique forcèrent l'Etat à faire un compromis: l'amnistie pour ceux qui étaient alors qu Canada mais l'attitude répressive à ceux qui allaient venir plus tard par les mêmes voies.

5. Pour permettre, soit aux capitalistes nationaux ou aux américains ayant des filiales au canada, de percer certains marchés étrangers, l'Etat dût commencer à répondre aux exigences de certains pays sous-développés qui en retour voulaient se débarasser d'une partie de leur peuple miséreux en les poussant vers l'immigration. Par exemple de tels accords fuent signés avec l'Inde, le Pakistan et le Ceylon en 1951; des pressions semblables furent faites par d'autres



La grève des travailleurs de *Shellcast* en 1974 suscita une vaste mouvment de solidarité en appui à ces luttes des travailleurs immigrés.

régimes néo-colonialistes des pays nouvellement indépendants du Commonwealth.
6. Pour bien saisir la portée du développement économique impulsé par les investissements US au Canada lors de l'après guerre et les besoins de force de travail conséquents, soulignons que lors de cette période seulement l'Australie et 'Israel ont accepté un nombre comparable d'immigrants proportionnellement à leur population.

De fait, 2 millions d'immigrants vinrent au Canada lors de cette période; soit en moyenne 130,000 annuellement.

LA DERNIERE PHASE 1962-1974:

Le "rush" des années '50 est terminé; la période "heureuse" de l'impérialisme US est chose du passé. Les contradictions s'aiguisent. Les politiques d'immigration doivent aussi faire face aux différentes manifestations, aux conséquences de ces contradictions.

Par exemple, on devra désormais tenir compte, même lors des phases de reprise économique, de l'existence d'un taux de chômage relativement élevé. L'immigration devait être ajustée à un tel phénomène: les couches touchées par ce chômage sont règle générale les travailleurs sans qualification. Or, à court terme la reproduction locale de ces travailleurs ("baby boum" d'après guerre) semblait, selon toute évidence, ne pas être en voie de diminution, au contraire.

D'autre part, aux besoins massifs de main d'oeuvre non qualifiée des années '50 succédaient les perfectionnements technologiques et la nécessité de fournir un bon nombre de travailleurs de plus en plus qualifiés pour répondre aux besoins du capital.

Ce qui caractérise cette dernière phase, ce sont les tentatives mises de l'avant par l'Etat pour résoudre, du point de vue du capital, les problèmes nouveaux qui se posaient. Les interventions de l'Etat sont alors beaucoup plus fréquentes, importantes et systématiques.

Au niveau des stuctures, "l'emphase mise sur les politiques d'emploi avait conduit le gouvernement à conclure qu'un service national de la main d'oeuvre n'offrant que le service de placement était inadéquat; que plus d'attention devait être dévolue à la formation (training) de la main d'oeuvre canadienne au marché du travail. Logiquement ceci ne pouvait que conduire à la coordination la plus intime possible entre les politiques d'emploi et d'immigration. Le résultat, en Janvier 1966, fut la fusion du service national de la main d'oeuvre, de certains secteurs du ministère du travail, et du service d'immigration dans un nouveau ministère, celui de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration".(3)

La ligne principale dans la conduite des raffinements aux politiques d'immigration était tracée dans son orientation générale dès le début des années '60. Par rapport aux immigrants non-parrainés, une nouvelle politique permettait maintenant à n'importe quel immigrant (de quelque nation ou race) de venir au Canada dans la mesure où il répondait aux critères principaux par rapport au marché du travail: critères **d'éducation et de qualification**. Du côté des immigrants parraînés, on maintenait cependant la source traditionnelle des quelques nations privilégiés; donc la persistance d'une source assurée de cheap labor non-qualifié représenté par la majorité de ceux-ci.

Continuait d'exister une autre catégorie de ce cheap labor non qualifié, les plus démunis d'entre tous, les illégaux (ceux qui arrivaient en tant que visiteurs et tentaient, sans visas de s'intégrer, de s'implanter). Il est évident que l'Etat avait prévu, compte tenu des restrictions par rapport aux immigrants non-parraînés (qualifications) et parrainés (nations privilégiées), que la quantité des illégaux allait croître. Ce fut effectivement le cas notamment chez les Italiens, Portuguais et Grecs. Ce caractère d'illégalité faisait partie des règles du jeu dans la mesure où il servait au capital une main d'oeuvre presque totalement asservie. D'ailleurs, encore une fois, l'Etat proposa l'amnistie générale en 1964 pour ceux déjà au Canada et ordonna une étude pour "éclairer" les décisions éventuelles à prendre par rapport aux nouveaux venus. Ce ne sera qu'en 1967 que les résutats de cette enquête (Livre blanc sur l'immigration) seront dans leur ensemble traduits dans les règles de fonctionnement-parmi lesquelles 3 points importants sont à retenir.

1- La systématisation d'un ensemble de 9 critères en ce qui concerne les immigrants non parrainés: il s'agit d'un système de points accordés (un total possible de 100). Selon que l'immingrant comble ou non les critères en question (un minimum de 50 points) dépendra s'il sera accepté au Canada. Ce sont:

- une possibilité de 20 points selon l'éducation et l'expérience de travail -ce qui assure une certaine disponibilité face au marché du travail, une mobilité assez grande du travailleur.
- de 15 points pour les qualités personnelles -d'une part, cette section du questionnaire conduit assez facilement à des abus (racisme etc.); d'autre part, il s'agit par ce moyen de mettre à l'épreuve la docilité, la soumission des candidats.
- de 10 points selon le niveau de qualification de l'immigrant.
- de 10 points selon l'âge de l'immigrant
- 10 points possibles si tel immigrant, vu ses qualifications, est requis d'avance par une Cie ou encore s'il y a une pénurie généralisée de travailleurs dans sa branche de qualification (si tel est le cas, étant donné les besoins pressants du capital, l'immigrant est quasi-automatiquement admis)
- de 10 points s'il parle anglais ou français
- de 10 points s'il a des parents à quelque degré au Canada qui sans le parrainer pourraient l'aider à se trouver un emploi.
- de 5 points si dans la région du Canada où il choisit de s'implanter les conditions économiques (besoins du capital) sont particulièrement favorables.
- une autre demande qui ne figure pas parmi les 9 critères, c'est l'exigence que le candidat possède un peu d'argent pour survivre en attendant de se trouver un emploi. Celà varie sensiblement selon différents critères objectifs (temps prévu pour se trouve un emploi etc) et aussi subjectifs (l'officier).

Deuxièmement, la catégorie d'immigrants parrainés ne recouvrent plus que les parents immédiats (en gros, ce sont les époux, fiancés ou les enfants de moins de 21 ans). On introduit une nouvelle catégorie qui englobe les autres parents, il s'agit des immigrants désignés. En ce qui concerne les immigrants désignés, pour avoir accès au Canada ils devront satisfaire aux 5 premiers critères énumérés précédemment qui concernent les immigrants

3) Le livre vert sur l'immigration, tome 2 "The immigration program" p.29-30.

non parrainés. Ce geste est posé parce que le nombre des "illégaux" dépassent les prévisions et fournit une bonne partie des travailleurs immigrés non qualifiés. Il s'agit en fait d'un pas de plus de la part de l'Etat pour imposer fermement les exigences du capital, à savoir une main d'oeuvre plus qualifiée.

Troisièmement, avec l'établissement des critères de sélection systématiques, l'Etat choisit de faire sortir de l'illégalité tout immigrant "visiteur" qui peut répondre soit aux critères d'immigrants parrainés, non parrainés ou désignés. Il ne s'agit au fond que de rendre formellement légal ce qui avait été toléré et planifié depuis le début; il y a aussi avantage à obtenir les immigrants non qualifiés à partir du statut de visiteur déjà au Canada plutôt que d'immigrant parrainé: il est possible plus facilement de faire pression sur lui, d'obtenir sa soumission.

Cependant, même si l'Etat comme nous venons de le voir a posé un effort très grand lors de la dernière période pour jouer son rôle conformément aux besoins actuels du capital, le degré de systématisation ne fut pas suffisant pour tenir sous contrôle complètement le facteur immigration. En effet, le caractère à court terme des politiques d'immigration a amené l'Etat, après avoir tenté de résoudre les problèmes du moment, à s'enliser quelques années plus tard dans une situation pour le moins embarassante. Cette perte de contrôle tient à deux choses: premièrement les besoins d'une force de travail qualifiée sont loin d'être satisfaits. Ce qui intéresse le capital c'est d'avoir à ce niveau non seulement suffisamment d'ouvriers spécialisés pour combler les postes mais bien d'en avoir plus qu'il ne faut pour mettre en sa faveur le rapport de force concernant les conditions de vente de la force de travail. Ceci est d'autant plus important que (1) ces ouvriers spécialisés sont partie constituante dans la plupart des cas de l'aristocratie ouvrière et, par conséquent, ce sont ceux qui ont (pour toutes les raisons connues dont principalement leur contrôle des appareils syndicaux) le plus fort bargaining power et que (2) il faut forcer les ouvriers spécialisés (en mettant plus de concurrence parmi eux) à être plus **mobiles** compte tenu que les projets d'investissements présents et à venir au Canada se concentrent souvent dans des opérations liées immédiatement aux richesses naturelles, donc s'établissant dans des régions reculées (Baie James, sable bitumineux, pipelines, Labrador etc.).

Deuxièmement, du côté des ouvriers non qualifiés, si les "visiteurs" fournissent les avantages mentionnés, il s'agit d'un mécanisme quasi incontrôlable. A court terme il avait pu être très utile au capital mais à long terme c'est autre chose. C'est autre chose parce que la position du Canada en tant que pays hôte se modifie. En effet, depuis quelques années, le phénomène de l'émigration chez les pays en voie de "sous-développement" est beaucoup plus présent, plus utilisé. Ainsi, pour obtenir son cheap labor sans qualification aucune, le Canada n'a pu à aller faire de la "réclame" à l'étranger. Automatiquement, sans qu'il fasse d'avance, ces immigrants affluent. Ainsi, en 1972, plus du ⅓ des immigrants faisaient partie de la catégorie des "visiteurs". Autre fait secondaire cependant, c'est que ceux qui une fois ici se font refuser parce qu'ils ne répondent supposément pas aux critères sont beaucoup plus nombreux à interjeter l'appel que ne le prévoyait l'Etat: ce qui complique sensiblement les choses.

Voilà qui, de façon générale, nous aide à mieux saisir le contexte dans lequel se sont inscrites les mesures répressives que nous connaissons face à la déportation des Haitiens (cf. texte sur les haitiens dans ce numéro).

Voilà aussi qui nous aide à saisir la pertinence de mener la lutte sur cette question et de soutenir nos camarades Haitiens et autres travailleurs immigrés. Si pour eux il s'agit d'une question vitale, à n'en pas douter il s'agit dans une perspective d'ensemble d'un "maillon faible": l'Etat est complètement embourbé dans des problèmes de taille concernant ses politiques d'immigration (la parution récente du livre vert sur l'immigration constitue le signal d'une réorientation et d'une réorganisation inévitables).

Ceci dit, il faut tenir compte de nos forces, du niveau de développement du mouvement révolutionnaire. Et c'est aussi à ce titre qu'un soutien mesuré mais efficace à nos camarades peut être pertinent: permettant sur une base politique claire de travailler en commun, ce qui ne peut que contribuer à tenir en échec les dangers du sectarisme entre groupes m-l.

A un autre niveau, des interventions sur la question des travailleurs immigrés peut être fort pertinente. En effet, l'un des dangers qui nous menace, tout particulièrement en l'absence de Parti (et même d'organisation pré-parti), c'est l'économisme. Or, la question des travailleurs immigrés, surtout s'il s'en trouve dans "nos" usines est une question politique qui peut jusqu'à un certain point nous aider à contrer l'économisme. C'est évidemment le niveau de développement du travail dans l'entreprise qui doit nous donner la juste mesure à attribuer à ces interventions. Néanmoins, ce qui reste acquis de façon générale, c'est qu'une juste approche de cette question peut nous aider (1) à développer des contacts sur une base plus nettement politique avec des travailleurs immigrés de l'entreprise (2) cette question se prête aux interventions de masse, que ce soit au niveau de la propagande ou encore par la mobilisation dans le soutien aux groupes de travailleurs immigrés (manifestations, assemblées de solidarité etc.); (3) aborder cette question de façon plus élaborée avec les travailleurs avancés peut permettre d'élargir la base politique d'entente d'un groupe dans un milieu de travail.

EN GUISE DE CONCLUSION

C'est le contexte que nous avons exposé de façon succinte ce qui incite l'Etat à resituer présentement ses politiques d'immigration dans des perspectives plus larges, à plus longe terme (dont le livre vert sera le document de base).

Deux questions importantes restent posées: quelle sera l'orientation de ces nouvelles politiques, quels mécanismes seront privilégiés; d'autre part, comment le Québec est-il plus précisément touché, comment le sera-t-il?

Ces questions sont d'autant plus importantes qu'elles débordent le cadre immédiat de l'immigration. Ce sont l'évaluation du marché du travail, du niveau de développement du capitalisme au Canada et au Québec, et des besoins du capital présents et à venir qui sont impliqués.

Du côté de l'Etat, il faut bien comprendre que ses diverses politiques sont concertées et que, de fait, elles participent toutes (à des degrés divers) d'une certaine planification capitaliste (ex. les politiques sociales sur le chômage et le bien-être social, la formation de la main d'oeuvre, le retour des femmes au travail, l'immigration etc.).

Ces questions sont à l'ordre du jour.

La lutte des travailleurs haitiens

L'entrevue qui suit a été rélaisée avec des militants du Comité de défense des droits des travailleurs haïtiens [CDDTH], une organisation révolutionnaire de travailleurs haïtiens au Québec. Le texte nous fournit des données sur trois aspects. D'abord, sur la situation des haïtiens au québec, leurs conditions objectives et subjectives. Ensuite, sur la question d'immigration, la politique gouvernementale et ses modalités d'application et les effets de cette plitique sur les immigrants. Finalement, sur les conditions de la lutte et de l'organisation contre les déportations que le Comité d'action anti-déportation [CAAD] dirige depuis le printemps dernier. Le lecteur y trouvera en plus des indications quant aux conditions spécifiques de la condition et des luttes des haïtiens des données d'ensemble sur la question des travailleurs immigrés au Québec.

Mobilisation

LA CONDITION HAITIENNE

On est plus de 16.000 haitiens au Canada. En quelques années, notre nombre a triplé. L'émigration haitienne d'abord dirigée vers les iles des Antilles proches a pénétré profondément aux Etats-Unis et au Canada à partir de 1971. La situation désastreuse(1) dans notre pays force des milliers de travailleurs, de paysans et de petits bourgeois à s'exiler. Avant les années '70, c'était surtout la petite bourgeoisie professionnelle, médecins, techniciens, professeurs, etc., l'"exode des cerveaux" comme on l'a appelé. Après, ce sont les masses des pauvres ouvriers ou paysans.

Au Canada, la majorité des haitiens arrivent ici seuls, laissant leur famille derrière eux et espérant s'installer pour faire un peu d'argent et faire venir la famille. En tant qu'immigrés, en tant qu'haitiens et en tant que travailleurs non spécialisés dans leur majorité, ils aboutissent dans les emplois surexploités, dans le textile, la petite industrie manufacturière, les services privés. Ils ne sont pas syndiqués, maltraités par les patrons et les contremaîtres racistes, terrorisés par l'immigration et inconscients de tous leurs droits.

Il y a une autre caractéristique importante des immigrants haitiens. Contrairement à certains autres groupes ethniques, ils ne sont pas encore établis ici en tant que groupe et concentrés dans une région ou un secteur donné. Il n'y a pas de quartier haitien, pas de ghetto. Plusieurs raisons expliquent cela: la durée relativement courte du séjour de plusieurs haitiens, la non-stabilisation d'une communauté qui n'est pas encore enracinée, l'affinité de langue avec le peuple québécois qui facilite les contacts et donc limite le besoin de se regrouper entre haitiens, etc. Ce facteur nuit au développement d'une solidarité et d'un esprit d'entraide parmi les haitiens qui se sentent relativement isolés et éparpillés. A cause de la nouvelle politique de l'immigration, le nombre n'augmente que très peu depuis un an et il y a donc tendance à moyen terme à la stabilisation. Mais l'immigration haitienne à Montréal est encore jeune et peu implantée.

1) Haïti se situe au dernier rang des pays sous-développés selon tous les critères internationalement acceptés: revenu annuel moyen ($70), taux d'analphabétisme (90%), taux de chômage (70%), salaire minimum ($1.20 pour 10-12 heures de travail), médecin par habitant (1 pour 15.000 dans les villes et 1 pour 100.000 dans les campagnes, structure économique et sociale presqu'inexistante, etc.

UNE EMIGRATION POLITIQUE

Alors que l'exode massif des populations des Antilles se poursuit depuis plusieurs années à cause de raisons économiques évidentes, l'émigration haitienne prend un caractère politique à cause de la nature de la dictature. L'enfer instauré par la dictature a supprimmé depuis 1957 avec l'arrivée de Duvalier toutes les libertés démocratiques.(2) La brutalité incroyable de la répression, l'arrestation et la torture de plus de 30,000 prisonniers politiques, l'intimidation et la violence massive ont conduit des milliers de personnes à fuir le pays. Ce facteur donne à la condition haitienne et aux luttes qu'elle provoque un caractère politique spécifique.

Les conditions subjectives des travailleurs haitiens sont tout de même marquées par cette situation. L'abolition totale de toute démocratie est la cause principale d'une absence de tradition d'organisation et de solidarité primaires parmi les jeunes immigrants qui ne sont pas habitués à l'idée de regroupement. Il faut donc dans ce contexte faire tout un travail d'éducation et d'explication et leur rendre accessibles un premier sens de la solidarité. Les conditions objectives de leur séjour ici sont des obstacles à ce travail d'éducation et d'apprentissage de la lutte de masse.

LA POLITIQUE CANADIENNE DE L'IMMIGRATION

Le caractère général de cette politique s'identifie aux politiques de tous les pays capitalistes "avancés" et impérialistes: acquérir une main d'oeuvre à bon marché, susciter la division de la classe ouvrière, renforcer leur exploitation des peuples du tiers monde. L'immigration a augmenté considérablement durant les années de "prospérité" relative jusqu'à 1967, avec certaines mesures de libéralisation, comme par exemple l'entrée relativement facile de visiteurs qui pouvaient une fois entrés demander un statut de résidence.

Par rapport à Haiti, le Canada est plus directement intéressé à cause de la nature de ses rapports étroits avec la clique duvaliériste. Les capitalistes canadiens y possèdent des intérêts importants, dans les mines et pétroles (Alcan, Wendell Philipps), les banques (Banque Royale, Banque canadienne nationale), les services et la construction (Miron, Sunlife assurance). Le gouvernement canadien conscient des intérêts à défendre y investit aussi par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), etc.

Avec l'intensification de la crise économique, la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain tiennent à reporter le poids de ce désastre sur la classe ouvrière et le peuple en général. Au niveau des immigrants, on intensifie leur exploitation ou on les met à la porte parce qu'on n'a "plus besoin d'eux". Le ministère de l'immigration présente en 1972 une nouvelle reglémentation visant à resserrer le contrôle et à réduire le nombre d'immigrants, surtout parmi les travailleurs et les peuples du tiers monde. Dorénavant, un immigrant n'a plus le droit de déclamer un statut permanent s'il est entré au Canada comme visiteur. Il doit retourner dans son pays, faire une demande en bonne et due forme à l'ambassade et attendre sa réponse. Pour les milliers d'immigrants entrés au Canada, c'était un désastre car il est impensable de retourner en Haiti. De plus, la nouvelle politique de l'immigration prend un fort caractère raciste et anti-peuples. Les critères exigés sont plus élevés pour les peuples du tiers monde que pour ceux des pays développés, et tous les facteurs (scolarité, relations avec des canadiens, montant des économies, etc.) sont faits en fonction d'écarter les travailleurs et les paysans des pays pauvres.

Plus de 4,000 haitiens, des travailleurs principalement, sont arrivés après 1971, mal renseignés et venant d'un pays où le gouvernement canadien n'avait pas alors de bureau d'immigration. Quinze cents d'entre eux sont arrivés après le trente novembre 1972. Or la nouvelle loi leur enlève le droit de demander au Canada même un visa de résidence. Quelques centaines d'autres sont arrivés après le 15 août 1973. Or la dernière reglémentation (du ministre Andras) leur enlève le droit d'appel contre les décisions des services d'immigration. Depuis cette date, il y a en moyenne dix travailleurs haitiens qui passent devant le tribunal de l'immigration. Dans neuf cas, l'ordonnance d'expulsion est maintenue.

Entre temps, c'est une véritable chasse à l'haitien qui se déroule partout, avec toutes sortes de brimades et d'humiliations contre ces immigrants qui arrivent avec leurs illusions sur le "paradis canadien", trompés souvent par les potentats du gouvernement de "Baby Doc Duvalier" et les requins de certaines agences de voyages. Les haitiens subissent depuis le printemps dernier une féroce répression:

- interrogatoires policiers et détentions arbitraires dès l'arrivée à l'aéroport, enquête spéciale;
- saisir de passeport et de billet d'avion, demande de cautionnement;
- perquisition, fouilles brutales dans les appartements, la nuit, sans mandats;
- harcèlement et arrestation sur les lieux de travail, pression et chantage pour forcer les haitiens à dénoncer les "illégaux";
- obligation de se présenter régulièrement au bureau d'immigration;
- traitement humiliant, attitude raciste, etc.

Toutes ces manoeuvres se font d'ailleurs à plusieurs reprises dans l'illégalité complète. On n'attend même pas que les procédures légales soient terminées pour envoyer des avis d'expulsion et harceler les immigrants. Une même offensive est déclenchée en même temps aux Etats-Unis contre les 250,000 immigrants haitiens,(3) ce qui établit encore plus clairement la nature de classe de ces mesures dans le contexte économique et politique d'une crise généralisée de l'impérialisme américain.

L'ORGANISATION DE LA RESISTANCE

La crise majeure que connait la communauté haitienne de Montréal au printemps '73 exigait que les travailleurs s'organisent et résistent. Or il existe dans la communauté haitienne plusieurs courants politiques qui se réclament de la résistance contre la dictature duvalier iste. Il faut pourtant attendre la venue de nouvelles organisations combatives pour que la lutte s'organise. En mars 1973, sous l'initiative de militants du CDDTH est formé le Comité des travailleurs contre la déportation qui réussit à organiser les premières mobilisations de masse contre la nouvelle politique de l'immigration. La lutte prend un caractère de lutte politique de masse contre l'immigration et contre la dictature duvalieriste. C'est notre orientation au CDDTH qui affirme dans sa position de

2) La "loi anti-communiste" soumet les coupables à la peine de mort. Sont inclus dans les délits "anti-communistes" toutes expressions démocratiques ou contestatrices. C'est le fils de François Duvalier qui a succédé à ce dernier à sa mort en 1972. Le "Baby Doc" tel qu'on l'a surnommé malgré sa faiblesse d'intelligence poursuit la campagne de répression de son père.

3) Voir à ce sujet la journal américain The Guardian, édition du 12 février 1975.

principes que "dans l'immédiat, notre tâche principale est de travailler inlassablement à l'élévation du niveau de conscience politique et idéologique des travailleurs haitiens. Ce qui implique la nécessité de les organiser à partir des problèmes quotidiens et concrets qu'ils affrontent, notamment l'exploitation capitaliste et sur ce terrain, développer leur conscience de classe par une agitation intense et la propagande révolutionnaire".

Les mobilisations massives du printemps posent les conditions pour l'élargissement de la lutte et des formes d'organisation. Cet élargissement a pour but d'agrandir le front le plus large possible de toutes les organisations et individus sur une plate forme de luttes précise. Cette démarche tranche avec le style de nombreuses initiatives haitiennes dans le passé où l'accent était mis sur la discussion et le légalisme et non sur la mobilisation de masse. De plus la lutte actuelle est directement liée à la situation en Haiti. Avec la poursuite de l'offensive anti-haitienne, les conditions de la lutte exigent en septembre '74 la formation du **Comité d'action anti-déportation** (CAAD), qui est constitué par une coalition de sept organisations haitiennes. L'objectif unitaire est simple: faire échec à la politique discriminatoire contre les immigrants haitiens. A cause du rôle de direction qu'y jouent les militants révolutionnaires, le CAAD prend dès le départ l'allure d'une organisation de lutte de masse à caractère politique progressiste.(4) Les formes de mobilisation sont nombreuses: lignes de piquetage devant la cour d'appel de l'immigration, conférences et assemblées de masse, manifestations à Montréal et Ottawa, participations à diverses émissions de radio, conférences, débats, soirées de solidarité, etc.

L'aspect politique de la lutte est expliqué par l'analyse de la **cause** de la maladie qui affecte les immigrants haitiens: la dictature et la nécessité pour les travailleurs haitiens de quitter le pays. Le gouvernement canadien, qui prétend être "neutre" et objectif dans l'affaire, qui se "refuse à intervenir dans les affaires intérieures du pays", apparaît alors comme un complice de Baby Doc et des macoutes.

LA LUTTE PAIE!

Le résultat de l'intensification de la mobilisation populaire a permis aux travailleurs haitiens de resserrer leurs rangs et de faire reculer les politiques racistes du gouvernement canadien. Ainsi plusieurs avis d'expulsion ont été retirés, d'autres immigrants ont pu obtenir le permis de résidence. Mais cette tactique n'est que temporaire et partielle. Il est clair que le gouvernement attend un relâchement de l'opinion et de la mobilisation populaire. En effet même si le rythme des expulsions a diminué, les travailleurs haitiens demeurent toujours dans l'insécurité la plus complète et surtout restent soumis aux vexations racistes de l'immigration. La question demeure donc loin d'être résolue. Les succès partiels doivent nous indiquer de nouvelles pistes pour remporter des victoires encore plus grandes.



Nos perspectives de travail doivent s'inscrire dans la poursuite de la mobilisation de masse et l'élargissement du front unitaire. Ce front s'étend à tout ce qui peut être uni contre l'ennemi commun, toutes les organisations anti-impérialistes et nationalistes-bourgeoises. De plus, nous mettons des efforts actuellement à l'élargir aux organisations progressistes et démocratiques québécoises, autant les organisations de lutte comme le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO) qu'avec les organismes démocratique comme la Ligue des droits de l'homme, les groupes syndicaux, les personnalités religieuses et démocrates, etc. Cet élargissement du front doit cependant se faire sur une base correcte, et non selon une politique opportuniste comme par exemple l'attitude du PQ qui s'est servi de notre lutte pour dénoncer le gouvernement fédéral et les anglophones alors qu'il savait très bien que l'attitude de Québec dans cette affaire a été particulièrement anti-immigrants et anti-haitiens.

Pour nous au CDDTH, il faut fermement appliquer la ligne de masse mobiliser les travailleurs et le peuple **dans l'action**, et unir tout ce qui peut être uni. Ceci nous démarque fondamentalement de toute l'opposition bourgeoise anti-duvalieriste de même que des organisations et partis réformistes et révisionistes qui ont démontré depuis de nombreuses années leur incapacité à diriger correctement les luttes du peuple. Le CDDTH qui est actuellement une organisation révolutionnaire tient de cette façon à jouer un rôle dans le processus qui doit aboutir au renversement de la dictature en Haiti.(5) Il conçoit fermement que sans un parti de la classe ouvrière, sans un véritable parti d'avant garde, il est impossible de libérer les masses laborieuses du joug du féodalisme et du capitalisme. Il faut donc contribuer à édifier ce parti, qui devra être un parti combatif, un parti révolutionnaire assez courageux pour mener à la lutte pour le pouvoir, assez expérimenté pour se reconnaître dans les conditions complexes d'une situation révolutionnaire et assez souple pour contourner les écueils de toutes sortes sur son chemin. Ce parti sera l'oeuvre de toute la gauche révolutionnaire orientée dans la lutte acharnée contre le fascisme et l'impérialisme sous la bannière du marxisme-léninisme, de la pensée Mao-tsétoung, de l'unité et en respectant les étapes de la révolution.

C'est en combinant étroitement la lutte politique de masse à l'édification du parti révolutionnaire que nous réussirons à mobiliser largement les travailleurs haitiens sous une direction politique juste, à agrandir la solidarité parmi l'ensemble du peuple québécois et à lutter efficacement contre les déportations. De cette façon, nos mots d'ordre prendront une force illimitée et résonneront dans nos manifestations par les milliers de voix qui reprendront ensemble:

TOUS UNIS ET SOLIDAIRES DANS LA LUTTE CONTRE LES DEPORTATIONS!
SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS HAITIENS!
TRAVAILLEURS QUEBECOIS, travailleurs immigres, un meme combat.

4) Voir le "Dossier de la déportation" du CAAD.

5) Voir le Bulletin du CDDTH, numéros d'août et d'octobre 1974.

à Détroit

L'organisation des travailleurs arabes

Ismael Ahmed,
MERIP REPORTS,
no.34, automne 1974

Les travailleurs arabes dans l'automobile sont environ 15,000 sur une population arabe totale de 85,000 dans le Michigan. La plupart de ces travailleurs habitent autour de South East Dearborn, à quelques pas de l'usine géante de Ford de River Rouge, la deuxième plus grosse usine au monde. La communauté de Dearborn, qui abrite plus de 4,000 familles arabes, fut le lieu de départ de la campagne de syndicalisation des TUA durant les années '30 et '40.

60% de la population de cette région est d'origine arabe. La plupart sont originaires du Yemen, de Palestine et du Liban. En général, la plupart des travailleurs arabes vivent dans la région métropolitaine de Détroit, près des nombreuses usines d'automobile. Quelques 10% seulement de ces arabes sont des musulmans pratiquants. Cette proportion est plus élevée parmi les travailleurs de l'auto à cause de la présence massive de palestiniens et de Yemenis musulmans, quoique la majorité d'origine libanaise est catholique, installée ici depuis longtemps et donc intégrée au système social américain.

Les facteurs d'unification parmi les travailleurs arabes sont au nombre de trois: (1) la plupart sont de nouveaux immigrants souffrant de problèmes linguistiques et culturels; (2) le racisme et l'oppression des minorités nationales non seulement sur une base locale mais à l'échelle nationale selon la politique étrangère des Etats-Unis; (3) les travailleurs arabes subissent la même oppression de classe que le reste du prolétariat américain. En bref, les travailleurs arabes subissent les mêmes conditions que les travailleurs noirs, et en plus de cela, rencontrent les problèmes des nouveaux immigrants. Le résultat en est que les arabes ne bénéficient pas de services sociaux, sont constamment déplacés à cause du réaménagement urbain, vivent dans des taudis et sont sous menace constante de déportation. Les nouveaux arrivés aboutissent aux jobs les plus durs et les plus sales des usines et sont constamment sous le feu de contremaîtres racistes, des bureaucrates syndicaux et mêm des autres travailleurs. A cause de la langue, plusieur travailleurs arabes sont insconscients de leur situation d travailleur et de syndiqué. Il n'est pas rare de rencontrer u travailleur arabe renvoyé pour raisons disciplinaires san qu'il sache pourquoi il a été renvoyé.

IMMIGRATION ET POPULATION

L'immigration arabe dans la région de Détroit a début durant les années 1900. Après l'installation d'une commu nauté libanaise, d'autres arabes, de Palestine et du Yeme rejoignirent les libanais. La Ford ouvrit une usine d construction de sousmarins qui permit aux arabes d' travailler et de former la plus importante communauté arab en Amérique du nord.

Entre 1920 et 1940, deux faits marquèrent les travail leurs de l'auto en général. D'abord, l'immigration massiv des italiens, polonais, allemands, etc. Ensuite, la dépression Ceci conduisit à la grande campagne de syndicalisatio dirigée par le CIO et le Parti Communiste des Etats-Unis. L région de Southeast Dearborn fut considérée comme u centre d'organisation national par le PC, et servait aussi d quartier général pour le Parti Socialiste Ouvrier. C'es durant cette période que plusieurs travailleurs arabes s'im pliquèrent dans le mouvement syndical. Plusieurs travail leurs arabes participèrent à la fameuse manifestation d 1932, lorsque des milliers de travailleurs en chômage mar chèrent sur l'usine Ford Rouge pour réclamer du travail et d pain, et dans la bataille de Eagle Pass lorsque des milliers d

travailleurs combatirent les fiers-à-bras de la Ford.

Le rôle des immigrants du Yemen et de la Palestine était à cette époque limité à cause de leur petit nombre. Plusieurs venaient travailler pour un temps, et épargnaient leur argent pour retourner dans leur pays.

Dans quelques cas, les Yemenis amenèrent avec eux leurs familles quand ils avaient assez d'argent pour corrompre les officiers de l'immigration.

Au début des années '60, l'immigration chagea quantitativement et qualitativement à cause des transformations radicales sociales et politiques dans le monde arabe. La révolution et la guerre civile au Yemen nord permit la venue de plusieurs femmes et de certains riches yemenis. De plus les troubles obligèrent les travailleurs arabes à aider encore plus leurs compatriotes restés au pays. Avec l'indépendance de la République populaire démocratique du Yemen, plusieurs collaborateurs des colonialistes anglais furent forcés d'immigrer avec leurs familles. De plus, la destruction de l'économie du pays après le retrait des britanniques accentua encore plus l'immigration, massive. A Dearbordn, les yemenis forment aujourd'hui près de 12% de la population (27% de la population arabe). L'immigration palestinienne augmenta aussi après chaque guerre avec Israel, en particulier après la guerre de juin 1967.

L'ORGANISATION DES TRAVAILLEURS ARABES

Les deux facteurs importants qui permirent la construction de groupes de base parmi les travailleurs arabes sont d'abord leur concentration dans certains départements de l'usine, et ensuite, la croissance du nationalisme arabe. Durant les dernières années, les travailleurs arabes purent pénétrer massivement les usines d'automobile à cause de la corruption de certains cadres de la compagnie qui laissaient entrés les arabes pour le modeste prix de $500.! De plus, à cause du mouvement de libération noir, de nombreux travailleurs moirs s'organisèrent, entre autres avec la Ligue des ouvriers révolutionnairs noirs qui menèrent plusieurs grèves sauvages à la fin des années '60. Les compagnies ont donc tenté de remplacé une certaine proportion de travailleurs noirs par des arabes qu'ils considéraient plus dociles. Ils ne se doutaient pas que quelques 4 ans plus tard, ces mêmes travailleurs arabes arrêteraient la production.

Finalement, à cause de la concentration arabe dans la région, les travailleurs se passent le mot et s'aident mutuellement à trouver de l'emploi. Certaines organisations communautaires facilitent aussi cette pénétration dans les usines.

Le rôle du nationalisme arabe est l'autre facteur majeur. Après la guerre de 1967 et la bataille de Karameh en 1968 durant laquelle les forces palestiniennes luttérent victoieusement contre l'invasion israélienne, des changements d'attitudes pouvaient être perçus parmi la communauté arabe de Détroit, en réaction à l'émergence du mouvement palestinien. Certains signes de ces changements pouvaient être vus comme par exemple le développement d'organisations étudiantes. Au début, les étudiants organisérent des teach-ins et des petites manifestations sur les campus, puis penetrèrent dans la communauté. A Southeast Dearborn, les manifestations impliquèrent jusqu'à 500 personnes. D'autres groupes émergèrent, parmi les étudiants et la communauté, des comités d'appui aux organisations palestiniennes, des comités d'appui aux peuples du golfe, des centres communautaires, etc.

Parmi ces groupes, il faut noter la présence du Comité de soutien à la lutte de libération des peuples du golfe. Ce groupe tenta d'organiser un groupe syndical de travailleurs yemenis sur les comditions de travail et en appui aux luttes des peuples arabes. Malgré sa courte vie, ce groupe regroupa jusqu'à 200 travailleurs.

Après la disparition de cette organisaion, un travailleur agricole en Californie, Nagy Daifullah, originaire du Yemen, fut tué durant la grève des travailleurs agricoles. La communauté arabe en fut profondément émue et manifesta sa colère en participant à une procession funéraire organisée par les travailleurs agricoles à Détroit. Les travailleurs arabes de l'automobile orgaisèrent de plus leur propre manifestation à Dearborn.

LA GUERRE D'OCTOBRE ET LE CAUCUS DES TRAVAILLEURS ARABES

A l'annonce de la guerre en octobre 1973, la communauté arabe et ses organisations se mirent en mouvement. Une manifestation organisée par une large coalition de groupes, réunit 2,000 au centre du quartier arabe. Les orateurs lièrent la guerre aux intérêts des monopolies de l'automobile et parlèrent de l'argent investi par les TUA dans les onds de guerre israéliens. Ils lancèrent l'appel pour la formation d'une organisation de travailleurs arabes. Une manifestation fut aussi organisée devant le local syndical de l'usine Ford pour protester contre l'argent des TUA envoyé à Israel. Une pétition circula à cet effet parmi les travailleurs arabes.

Une coalition d'organisations convoqua une assemblée de travailleurs. Quelques 70 délégués en provenance de presque toutes les usines d'auto de la région s'y réunirent. On décida à la réunion d'organiser le **Caucus des travailleurs arabes** et d'organiser une journée de deuils à la mémoire des combattants arabes tombés au combat contre Israel. On décida aussi d'arrêter le travail et de manifester contre les président des TUA Woodcock qui devait s'adresser à une assemblée de l'organisation sioniste B'nai B'rith. Le Caucus voulait démontrer l'hpocrisie de Woodcock qui obligait les membres du syndicat à financer le massacre des compatriotes arabes.

L'organisation de ces activités se développa dans les usines et dans la communauté. Pour la première fois, la cause arabeétait prise en charge par la masse des travailleurs. Quelques 70,000 tracts furent distribués en arabe et en anglais. Les journaux et les stations de radio arabes participèpent à la campagne. Les leaders religieux demandèrent aux gens de respecter la journée de deuils. Les étudians se rassemblèrent devant les portes des usines pour inviter les travailleurs à la manifestation.

Plus de 2,000 travailleurs arabes quittèrent le travail pour participer à la manif. Le shift de l'après-midi à l'usine Dodge Main Gear & Axle fut compètement paralysé. D'autres usines durent stopper des lignes d'assemblage à cause de l'absence des travailleurs arabes.

A Détroit, la réaction fut mitigée. A l'usine de Dodge, les travailleurs recurent des avis disciplinaires. A Ford, les travailleurs furent payés comme dans un congé. Les média négligèrent de couvrir l'évenement, pour ne pas encourager le mouvement. La direction des TUA attaqua le Caucus et dénonca la manifestation comme "communiste".

A partir de cette journée, les travailleurs se mirent à consolider le Caucus dans leurs usines. D'abord, il fallait recenser le nombre de travailleurs arabes. Il fallait aussi vérifier le montant des investissements des TUA dans les bonds de guerre d'Israel. Ils purent ainsi obliger certains

Au peuple américain, le manifeste déclarait: "Opposez-vous résolument aux dirigeants de l'impérialisme dans leur appuy et leur soutien au régime Marcos. Empêchez-les de transformer notre pays en un nouveau Vietnam. En retour, nous réaffirmons notre solidarité révolutionnaire avec tous les peuples en lutte contre l'impérialisme et la réaction."

La société philippine est semi-coloniale et semi-féodale. Le peuple a trois principaux ennemis qui sont l'impérialisme américain, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. Lo'bjectif de la révolution nationale démocratique est de renverser ces ennemis du peuple et du pays.

Comment les problèmes se manifestent? L'impérialisme américain est dominant dans tous les aspects de la vie nationale. Plus de 50% des affaires du pays sont propriétés américaines, en particulier les secteurs vitaux tel la finance, le commerce extérieur, le pétrole, les mines, les services

locaux à abandonner ces bonds pour une valeur de $48,000. La direction nationale des TUA détient encore cependant plus de $780,000 de bonds de guerre. De plus, le Caucus s'organisa pour que des travailleurs arabes soient élus comme délégués pour le 24ième congrès des TUA. Le Caucus formula un programme de revendications incluant la question des investissements pro-Israel, la démocratie syndicale, le racisme, les conditions de travail, etc. (voir Bloc).

Les résultats électoraux furent minimes. Trois délégués du local 3 de Hamtramck furent élus, un autre de la Ford Casting Centre. La campagne n'avait pas touché assez les travailleurs américains. De plus, le Caucus n'avait pas analysé non plus l'attitude des travailleurs face à ce congrès. La plupart des travailleurs pensaient en effet que le congrès n'était qu'une occasion pour payer des vacances en Californie et de boire un coup. Certains travailleurs qui avaient déjà été délégués disaient que le congrès était organisé d'avance par la direction nationale des TUA, qui contrôlait tout à distance. De plus, la plupart des directions locales s'arrangèrent pour faire élire des délégués pro-Woodcock. Les délégués au congrès étaient d'ailleurs en majorité des permanents et des officiers syndicaux.

Apprenant de cette erreur, le Caucus adopta une nouvelle stratégie pour ce congrès. Il fallait s'appuyer plus sur les travailleurs américains et sur des caucus de base partout dans le pays. Le Caucus s'unit alors avec le Caucus national uni" (coalition de groupes de base) pour organiser une manifestation devant le congrès. Cinq revendications furent aussi présentées: fin des mises-à-pied, contre la discrimination, pour la démocratie syndicale, contre les fermetures d'usine, contre les investissements dans les bonds de guerre israéliens, et pour l'abolition des rapports avec la Histadrut (centrale syndicale d'Israel).

Le Caucus se mit à publiciser la manifestation à travers le pays dans les journaux syndicaux et progressistes, appelant tous les travailleurs de l'auto à appuyer ces revendications. Un membre du Caucus fut envoyé en Californie pour travailler avec le "Brotherhood Caucus" de Fremont. Plusieurs groupes de base dans les usines d'auto de la Californie s'uniront autour des 5 revendications. Les étudiants arabes et iraniens se préparèrent aussi pour la manif. Presque toutes les usines syndiquées aux TUA furent visitées et des milliers de tracts distribués. Les groupes de base suscitaient avec les travailleurs des discussions sur la nature d'Israel et le rôle de l'argent invseti par les TUA. Plusieurs travailleurs réalisèrent alors l'importance de lutter contre les tendances sionistes au sein de la direction de leur syndicat.

Au congrès même, des résolutions furent présentées à l'effet de se départir des investissements dans les bonds de guerre israéliens, et pour l'appui au peuple palestinien dans son droit à contrôler son pays et contre la vente d'armes et l'appui des Etats-Unis à Israel. Les bureaucrates à la tête du congrès s'organisèrent pour mettre ces résolutions de côté et les remplacer par le même genre de propositions avancées par le gouvernement américain tout en continuant les mensonges à propos d'Israel présenté comme un bastion de la démocratie. Ainsi, on faisait de vagues références à l'appui humanitaire au peuple palestineien et on a promis de couper les liens avec la Histadrut.

Des délégués du Caucus tentèrent de ramener les propositions originales, mais les procédures bureaucratiques les empêchèrent, alors que toutes les propositions de l'exécutif national, y inclus de grasses augmentations de salaires et l'extension de leur terme pour tous les officiers du syndicat furent passées à toute vapeur.

Depuis le congrès, le Caucus des travailleurs arabes a commencé un travail d'organisation local de concert avec d'autres groupes de base. Le Caucus s'appuie beaucoup plus sur la base que sur les bureaucrates syndicaux. Résultat de cette nouvelle attitude plus militante: les travailleurs arabes s'impliquent de plus dans la lutte syndicale et ont même entrepris des luttes. En juin, les travailleurs arabes se sont unis avec les travailleurs à l'usine Dodge Truck dans une grève illégale qui ferma l'usine durant quatre jours.La grève était une réponse contre le congédiement de sept travailleurs et se poursuivit malgré les attaques de la police, le congédiement de 79 autres travailleurs et l'arrestation d'une trentaine d'autres, et ce en plus de l'opposition énergique des TUA à la grève. Cela permit aux militants du Caucus d'expliquer leur lutte contre les bonds de guerre et de relier cette action avec la lutte des travailleurs. Cette explication fut entre autres diffusée lors d'une assemblée de plus de 600 travailleurs.

L'expérience du travail d'organisation du Caucus démontre la nécessité de se considérer comme une partie intégrante du mouvement ouvrier dans son ensemble. Le Caucus doit s'intégrer à ce mouvement, tout en poursuivant le travail auprès des travailleurs arabes, en liant les revendications spécifiques aux revendications de toute la classe. Le développement du Caucus dépend de l'application de ce principe. L'impact du travail du Caucus se fait déjà sentir. Ainsi Ford et Chrysler commencent à prêter attention aux travailleurs arabes, en ouvrant des classes d'anglais, en subventionnant les services communautaires, etc. Une petite partie des bonds de guerre ont été vendus par les TUA. Finalement et ce qui est le plus important, les idées anti-impérialistes ont pénétré les travailleurs de la base qui constituent le coeur et le centre des syndicats.

Programme du caucus des travailleurs arabes

Cette année est la première année où les travailleurs arabes participent au congrès des TUA. Nous pensons que nos revendications concernent non seulement les travailleurs arabes, mais aussi tous les travailleurs qui veulent changer la situation et règler leurs problèmes. Voici donc nos revendications:

1. Organisation

Nous demandons des élections directes par tous les membres des TUA pour tous les postes de la direction avec la représentativité proportionnelle pour les minorités.

2. Conditions de Travail

Nous demandons:
- un médecin à plein temps sur tous les shifts;
- un officier syndical médical qui a le pouvoir de renverser les décisions du médecin de la compagnie;
- l'approbation syndicale de tous changements dans les standards de production;
- le droit à des pensions satisfaisantes;
- les locaux peuvent déclencher la grève...

3. Droits des Minorités

- des traducteurs disponibles pour les différentes nationalités;
- des programmmes d'entrainement pour les groupes ethniques,
- droits de congés pour les travailleurs qui vont visiter leurs familles dans leur pays d'origine;
- renvoi des cadres patronaux ou syndicaux coupables de discrimination raciale ou ethnique.

4. Les TUA et le monde

- Nous exigeons que les TUA se départissent immédiatement de leurs bonds de guerre d'Israel. Ces fonds servent à renforcir l'économie d'Israel et sa puissance militaire. L'Etat d'Israel est basé sur les principes du colonialisme et de l'expansionisme. Israel appuie militairement et économiquement les régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du sud. De plus, ces bonds sont un mauvais investissement (5 et demi ⅓ d'intérêt seulement).
- Nous demandons la suspension immédiate des liens entre les TUA et la Histradut, composée de travailleurs et d'hommes d'affaires et contrôlée par le même groupe raciste et militariste qui est à la tête d'Israel.
- Les TUA doivent appuyer les luttes des travailleurs et des peuples en Afrique, Asie et Amérique Latine. Au Moyen-Orient, les TUA doivent appuyer le principe de l'établissement d'un état palestinien séculier, non-théocratique et démocratique pour tous les peuples, arabes et juifs, et lutter contre toutes ingérences étrangères.

L'internationalisme prolétarien

LES CONDITIONS OBJECTIVES

L'internationalisme prolétarien est né avec le mouvement ouvrier inscrit dans le processus de développement du capitalisme. Déjà en 1848, Marx et Engels percevaient le phénomène de l'internationalisation du capital en ces termes:

"...Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par des nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus de matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits ne se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations..." (Manifeste du Parti Communiste).

Ce processus matériel allait s'accentuer à un rythme effarant jusqu'au point où en 1917 Lénine pouvait analyser que le capitalisme était rendu à son "stade suprême", (1) c'est-à-dire, l'impérialisme. L'impérialisme a bouleversé le monde entier. Il n'est plus possible aujourd'hui de parler du capitalisme "national" sans comprendre que les forces motrices du capitalisme se développent à l'échelle mondiale. Au Canada et au Québec, presque tous les secteurs stratégiques de l'économie nationale sont aux mains de l'impérialisme américain, qui domine également en Amérique Latine et en Asie, qui pénètre profondément en Europe et en Afrique. La classe ouvrière et le peuple ont compris instinctivement cette réalité et ont tenté au cours de l'histoire de donner à leurs luttes et à leurs organisations un caractère international. Ces tentatives ne relevaient pas d'une conception humaniste au chrétienne des choses, mais de la constatation bien objective de la nécessité d'unir les peuples face aux patrons et aux bourgeois qui eux s'unissaient en un seul front international. Ces derniers comprirent le danger et tentèrent de briser cette unité objective en suscitant chez les peuples le nationalisme étroit et le chauvinisme.

LES CONDITIONS SUBJECTIVES

A partir du moment où les ouvriers commencèrent à s'organiser, des formes d'organisation et de coordination internationales apparurent. A la naissance du mouvement ouvrier organisé, Marx et Engels répondirent aux capitalistes qui les accusaient de vouloir "détruire la nation":

"Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot... Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de

1) *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* aux Editions de Pékin.

son émancipation. Abolissez l'exploitation d'une nation par une autre nation..." (Manifeste du Parti Communiste).

La première et la Deuxième Internationale permirent aux prolétariats nationaux de coordonner leurs actions et de s'unir sur la base d'une compréhension scientifique de la société. Malgré la trahison des chefs de la Deuxième Internationale (2) (qui appuyèrent leurs propres bourgeoisies impérialistes durant la boucherie de 1914), ces expériences marquèrent le mouvement ouvrier dans le monde et lui inculquèrent cette vérité élémentaire que les ouvriers partout dans le monde ne forment qu'une seule classe ayant les mêmes intérêts face aux bourgeois de tous les pays.

Ce n'est véritablement qu'avec l'avènement de la révolution d'octobre que l'internationalisme prolétarien réussit à s'établir sur des bases solides. Le mouvement révolutionnaire international s'unit, se soude même au sein de L'Internationale Communiste initiée par les communistes russes et allemands. C'est aussi à cette même époque que le mouvement syndical mondial s'unit sur des bases révolutionnaires pour diriger la lutte ouvrière quotidienne au sein de l'Internationale Syndicale Rouge. L'I.C. et l'I.S.R. demeureront longtemps les tentatives les plus courageuses et réussies d'union internationale du prolétariat et des peuples opprimés. Malgré plusieurs erreurs graves (qui conduisirent les organisations nationales à plaquer de façon mécaniste les analyses et les mots d'ordre le l'I.C. et de l'I.S.R.), le mouvement révolutionnaire grâce à son internationalisation réussit à s'expandre et à se consolider dans de nombreux pays. Après la guerre une période sombre s'annonce pour le mouvement communiste et ouvrier. Le réformisme et le révisionnisme deviennent dominants dans de nombreux mouvement révolutionnaires (dont en premier lieu le P.C. de l'Union Soviétique). Les impérialistes américains sont en pleine expansion et ils brisent l'unité ouvrière dans le mouvement syndical international (en provoquant la scission au sein de la Fédération Syndicale Mondiale (3) et au sein du mouvement syndical en Amérique du nord (expulsion des militants progressistes) (4). Mais ces échecs ne résisteront pas à la vague ouvrière et révolutionnaire qui s'amorce au début des années '60 pour se transformer en une puissante tempête révolutionnaire à partir de 1968. Durant ces années, le prolétariat et les peuples refont leur unité dans la lutte. La lutte héroïque du peuple vietnamien donne naissance à un mouvement de solidarité inégalé auparavant.Les peuples du tiers du monde en lutte se donnent des formes organisationnelles pour coordonner leurs combats contre l'impérialisme: la Conférence au sommet des trois peuples indochinois (Vietnam, Laos, Cambodge), la coordination des peuples africains (Guinée, Mozambique, Angola), plus récemment, la Junte de coordination révolutionnaire du Cône sud (Chili, Argentine, Uruguay, Bolivie) (5). Les peuples du tiers monde s'unissent à chaque jour davantage et en viennent même à se servir des tribunes internationales comme l'O.N.U. pour présenter un point de vue commun d'opposition aux deux super-puissances et à l'impérialisme et au colonialisme en général.

Dans les pays "développés", cette unité se développe aussi, quoique à un degré inférieur, prenant la forme de nombreuses campagnes internationales de soutien aux luttes ou contre la répression (tel la campagne pour soutenir les travailleurs agricoles de Californie, le mouvement de soutien en Europe lors de la grève de Lip en France, etc...).

LA TACTIQUE

L'internationalisme prolétarien est une réponse prolétarienne à l'internationalisation du capitalisme à son stade impérialiste. Il s'agit donc de déterminer une tactique juste adaptée à cette nouvelle situation. Voici ce qu'en disait l'Internationale Communiste dans son projet de programme en 1928:

"Partant de la communauté d'intérêts de la révolution prolétarienne et de la lutte contre l'impérialisme dans les colonies, les sections de l'I.C. doivent se laisser guider par les principes suivants:

Dans les pays impérialistes, il faut venir systématiquement en aide aux mouvements révolutionnaires de libération des colonies. Le devoir de leur apporter une aide active s'impose d'abord aux ouvriers du pays dont la nation oppimée dépend sous le rapport colonial et financier (campagnes pour le rappel des troupes impérialistes des colonies, propagande parmi les troupes, pour la défense des pays opprimés en lutte pour leur affranchissement, refus de transporter des troupes et des armements; grèves et toutes autres formes de protestations de masse); reconnaître le droit des colonies de se séparer de la métropole et faire la propagande en valeur de cette séparation pour l'indépendance des colonies à l'égard de l'Etat impérialiste i.e. leur droit à l'insurrection et à la guerre révolutionnaire) et préconiser l'appui actif de cette défense par tous les moyens possibles.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, les partis communistes sont tenus de mener la lutte la plus décidée et la plus conséquente contre l'impérialisme étranger. En même temps, ils doivent propager l'idée d'un rapprochement et d'une alliance avec le prolétariat des pays impériates, lancer ouvertement, diffuser ce mot d'ordre de la révolution agraire en soulevant les larges masses de la paysannerie pour renverser le joug des agrairiens et en menant une lutte contre l'influence réactionnaire et moyennageuse du clergé, des missions et autres éléments semblables. Simultanément, il est nécessaire d'organiser les ouvriers et les paysans en des organisations indépendantes et de les libérer de l'influence de la bourgeoisie nationale, avec laquelle des accords temporaires ne sont admissibles que dans la mesure où elle n'empêche pas l'organisation révolu-

2) A ce sujet, consulter Social-démocratie et réformisme, perspectives historiques et théoriques, Mobilisation, vol.4, no.1

3) La FSM fut fondée en 1935 selon la stratégie du font anti-fasciste. Après la guerre, elle regroupa la majorité des syndicats progressistes et démocratiques dans le monde, des pays socialistes au CIO américain. En 1948, les syndicats britanniques et le CIO s'en retirèrent à cause de leur appui au plan Marshall. Ils rejoinrent alors la très réactionnaire Confédération internationale des syndicats libres (CISL) qui poursuit encore aujourd'hui son travail de division et de soutien à l'impérialisme. Le CTC et la FTQ sont affiliés au CISL.

4) Voir Perspectives historiques du parti Communiste au Canada, Mobilisation, vol.4, no.4

5) Voir *Correo de la resistencia*, bulletin de l'extérieur du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) du Chili.

tionnaire des ouvriers et des paysans et mène une lutte effective contre l'impérialisme..." (Projet de programme de l'I.C., 1928).

Ainsi le devoir internationaliste des prolétariats et des peuples des pays impérialistes est d'autant plus grand qu'ils doivent se convaincre profondément de la justesse de la lutte des peuples dominés, et combattre le chauvinisme et le racisme inculqué par la bourgeoisie et qui repose sur des bases matérielles: les ouvriers des pays impérialistes "profitent" de l'exploitation du tiers monde en ce qu'ils recoivent les miettes du festin qui résulte du pillage effrené des deux tiers de l'humanité.

Les impérialistes dans leur lutte pour se partager le monde en viennent aussi à s'affronter entre eux. C'est ce qui provoque constamment le danger d'une nouvelle guerre mondiale inter-impérialiste. Les deux super-puissances en particulier, les Etats-Unis et l'URSS se mènent actuellement une lutte sans merci partout dans le monde, dont les points chauds sont situés en Europe et au Moyen-Orient. L'internationalisme prolétarien doit nous servir pour combattre ces manoeuvres impérialistes et pour convaincre les masses qu'elles ont un intérêt commun à lutter contre l'impérialisme quelque soit sa "nationalité". L'internationalisme prend son véritable sens quand le peuple d'un pays en vient à réaliser que ses propres intérêts dans sa lutte prolétarienne dans son pays sont **subordonnés** (objectivement et subjectivement) aux intérêts de la lutte à l'échelle mondiale, c'est-à-dire lorsqu'il réalise que sa victoire finale dépend d'une victoire généralisée et globale des peuples du monde entier.

Ce qui ne veut pas dire cependant que le peuple d'un pays doit "attendre" les autres peuples avant de faire sa révolution ou d'édifier le socialisme. Cette absurde théorie gauchiste fut élaborée par Trotsky qui prétendait que la révolution devait être internationale(6) et simultanée sans cela elle échouerait. L'histoire démontra au contraire que le rythme de la lutte révolutionnaire est inégal dans le monde et que chaque pays ou chaque région possède des caractéristiques spécifiques dont il faut tenir compte pour vaincre. Il faut donc avancer, à partir d'une analyse concrète d'un pays donné, une stratégie révolutionnaire spécifique, tout en s'appuyant sur une analyse d'ensemble de la réalité internationale. Il faut ensuite s'unir et se coordonner avec les autres peuples pour que la lutte de chacun s'appuie les unes sur les autres.

LE CARACTERE NATIONAL DE LA LUTTE

Le véritable esprit de l'internationalisme prolétarien se réalise dans la révolution quand un peuple réalise sa libération et constitue ainsi une victoire de plus contre l'impérialisme, autant dans sa forme traditionnelle que dans sa forme social-impérialiste à la soviétique, ennemis de tous les peuples. Le véritable internationalisme ne réside donc pas en l'idéalisation et la glorification de la "révolution internationale" mais dans l'application concrète et juste d'une stratégie révolutionnaire adaptée aux caractéristiques nationales et située dans une analyse d'ensemble du monde. Dans l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, les erreurs découlant d'une sousestimation du caractère national de la lutte furent très coûteuses. Mao Tsétoung mit en garde ces camarades qui dans le Parti Communiste s'en tenaient aux "formules étrangères". Si les communistes chinois parlent du marxisme sans tenir compte des particularités de la Chine, ce ne serait qu'un marxisme abstrait et vidé de tout son contenu. Nous voulons dire par là que tout vain bavardage sur le marxisme doit être combattu et que nous, communistes, qui vivons en Chine, nous devons étudier le marxisme en liaison avec la réalité de la révolution chinoise.

Il faut en finir avec le style stéréotypé étranger, passer moins de temps en bavardages creux sur des notions abstraites et mettre le dogmatisme au rancart, pour faire place à un air et à un style chinois, pleins de fraîcheur et de vie, qui plaisent à l'oreille et à la vue des simples gens de chez nous, séparer le contenu internationaliste de la forme nationale, c'est le propre des gens qui n'entendent rien à l'internationalisme. Quant à nous, nous devons lier étroitement l'un à l'autre..." (Contre le style stéréotypé dans le parti, 1942).



Le président Ho Chi Minh, figure vivante de l'internationalisme prolétarien

Ces considérations très justes nous enseignent l'importance de lier de façon concrète, à partir du point de vue des masses de notre pays, les luttes des peuples dans le monde et nos propres combats. C'est en insistant sur le caractère objectif et concret de notre communauté d'intérêts avec les peuples que nous atteindrons cet objectif.

Au Québec, notre situation particulière nous oblige de lutter contre le nationalisme étroit et chauvinisme à caractère pro-impérialiste, et pour le droit à l'auto-détermination et à la souveraineté nationale. Le nationalisme réactionnaire, qui prétend "civiliser le capital américain" selon la

6) Voir Histoire du Parti Communiste (bolchévik) de Russie.

formule célèbre du PQ est non-seulement anti-national, mais aussi anti-internationaliste en ce qu'il veut empêcher le peuple québécois de s'unir dans une même lutte anti-impérialiste avec les peuples du Canada et des Etats-Unis. Notre lutte anti-impérialiste, en plus de s'unir avec les luttes des peuples partout dans le monde, doit se coordonner étroitement avec nos peuples frères les plus proches. Quant à ceux-ci, ils doivent mettre de l'avant la lutte commune contre l'impérialisme américain et la bourgeoisie canadienne, mais aussi doivent-ils reconnaître le droit à l'auto-détermination du peuple québécois et lutter en conséquence.

Pour mettre de l'avant un véritable internationalisme, il faut être en mesure d'éliminer autant les déviations de droite (nationalisme étroit et chauvinisme) que de "gauche" (non reconnaissance du caractère national de la lutte, glorification idéaliste de la "révolution internationale", etc...)(7)

NOTRE TRADITION INTERNATIONALISTE

L'absences de liens vivants entre les générations militantes au Québec (l'espace qui nous sépare des militants révolutionnaires des années '30 et '40) pose un sérieux obstacle au développement à l'heure actuelle. Les acquis sont nombreux, mais nous ne les connaissons pas ou peu. La question de l'internationalisme fut en particulier l'un des points forts des expériences militantes des années précédentes, en premier lieu évidemment, l'expérience du Parti Communiste du Canada.(8)

L'internationalisme fut toujours considéré au sein du PCC comme l'une des tâches majeures du mouvement. A chaque étape, selon chaque niveau, des mots d'ordres ou des campagnes spécifiques étaient lancées sur une question internationale. Le PCC se définissait lui-même comme une "section" de l'Internationale Communiste dont le combat à travers le monde devait unir les ouvriers de tous les pays en un seul front de lutte. Durant les années '20 et au début des années '30, les tâches internationalistes furent développées surtout en ce qui a regard au soutien à l'Union Soviétique contre les dangers d'invasion et d'encerclement impérialiste. La bourgeoisie internationale était consciente du danger que représentait l'existence de la première république ouvrière, et n'eut été le soutien apporté par des centaines de millions d'ouvriers et de paysans dans le monde, elle se serait peut-être lancée dans une offensive générale durant la difficile période de consolidation du pouvoir des Soviets. Le mouvement communiste et ouvrier mondial comprit ce danger et plaça cette question au centre de son activité.

Ce soutien internationaliste se concrétisa non seulement en manifestations de masse à caractère pacifique (telle que marches, pétitions, envoi de délégations en URSS, etc...), mais aussi par des actions violentes (grèves dans les industries de guerre et contre le trasport d'armements, sabotage de la production, etc...). De plus, les communistes apportèrent beaucoup d'attention dans le soutien international à la question du **front uni,** réalisant que les forces d'avant-garde devaient nécessairement s'allier aux masses et aux organisations de masse les plus larges, y compris les syndicats, les associations de divers types, les partis politiques réformistes, les personalistés bourgeoises, etc... bref, tous ceux qui pouvaient s'unir en soutien à l'URSS.

Cette stratégie porta fruit en unifiant un large front démocratique opposé à la guerre contre l'URSS. Mais c'est surtout à partir de 1935 que ce front s'élargit et que les tâches internationalistes s'accentuent. Suite au VIIième de l'I.C., le mouvement communiste mondial entreprend de détruire le fascisme qui se prépare à envahir le monde. La première manche du combat se déroulera en Espagne.

Malgré la victoire fasciste en Espagne, le combat héroïque du peuple espagnol réussit à unifier les peuples du monde dans une même haine du fascisme. Jamais dans l'histoire de l'humanité on allait assister à une telle concrétisation du mot d'ordre de 1848: **Prolétaires de tous les pays unissez-vous!** Dès le début, le PCC au Canada et au Québec déclencha une immense campagne d'appui.(9) Il mit sur pied un large comité d'appui national incluant le CCF, les syndicats, plusieurs églises protestantes, des associations professionnelles, etc... En plus de mobiliser massivement l'opinion publique par voie de manifestations, d'assemblées, de marches, etc..., le comité et le PCC entreprit d'organiser un contingent de volontaires pour joindre les "Brigade Lincoln", celle des Américains, les canadiens anti-fascistes de France, Italie, Allemagne, la plupart des pays européens. Le succès de cette campagne fut inespéré. Le Canada fut l'un des pays à fournir le plus grand nombre de combattants proportionnellement à sa population, soit 1,200 volontaires.(11) D'abord regroupés au sein de la "Brigarde Lincoln", celle des Américains, les canadiens furent ensuite organisés dans leur propre bataillon, le **Bataillon Mackensie-Papineau**, nommé ainsi pour lier ensemble la lutte démocratique et patriotique de 1837 et celle d'Espagne de 1937. Les Brigardes Internationales servirent de troupes de choc contre les fascistes soutenus massivement par l'Italie et l'Allemagne. Sur les 1,200 combattants canadiens, plus de 600 laissèrent leur vie pour la cause anti-fasciste. Un grand nombre revinrent au Canada mutilés ou blessés gravement. Vers la fin de la guerre en 1937, les bridages internationales furent retirées du champ de bataille suite aux pressions de la France et de l'Angleterre. Malgré ce fait, les militants poursuivirent jusqu'à la fin

---

7) Ces déviations apparaissent souvent en même temps dans le mouvement révolutionnaire. Toutefois, l'une va nécessairement l'emporter sur l'autre à une période historique donnée. Au Québec et au Canada, ces déviations empècherent le PCC d'élaborer une stratégie juste face à la question nationale au Québec.

8) Voir Perspectives historiques du P.C.C., op. cit.

9) Cette campagne remporta peu de succès au Québec parmi les masses francophones principalement à cause de l'intense contre-propagande organisée par l'Eglise catholique qui alla même jusqu'à organiser des commandos (de la "Jeunesse ouvrière catholique" et de la "Jeunesse étudiante catholique") pour aller provoquer les assemblées pour l'Espagne et briser les vitrines des locaux du comité de soutien.

10) L'Histoire du contingent des volontaires canadiens est relatée dans le livre *The Mackenzie-Papineau Battalion* de V. Hoar.

11) L'envoi de volontaires fut entravée par le gouvernement canadien qui, prétextant une loi qui prohibe la participation de canadiens à des guerres étrangères, empêcha que cette activité se fasse légalement et au grand jour. De plus, certains canadiens qui voulaient s'engager furent arrêtés et détenus par les autorités canadiennes et britanniques en Grande Bretagne où les volontaires étaient en transit.

leurs campagnes d'appui. Au Canada, le Parti Communiste utilisa la renommée du Docteur Norman Béthune qui à son retour d'Espagne organisa de nombreuses assemblées de masse contre le fascisme.(12)

La cause anti-fasciste durant et immédiatement après la guerre mondiale détermina encore les tâches internationalistes des communistes. Le soutien à l'alliance URSS-G.B.-U.S.A. fut le point nodal de la politique anti-fasciste du PCC, ce qu'il appliqua cependant sans tenir comte des conditions spécifiques du Canada et de l'Amérique du nord.

Au début de la période dite de "guerre froide", le mouvement ouvrier et communiste international fit campagne contre les dangers de la guerre, contre les agressions impérialistes en Asie (Phillipines, Corée, Indochine, Malaisie...), contre le plan Marshall en Europe, pour le soutien à la politique étrangère de l'Union Soviétique. Malgré la répression et l'ostracisme dont ils furent victimes, les communistes appliquèrent le principe révolutionnaire qui nous indique que les intérêts de la cause révolutionnaire mondiale doivent primer sur les intérêts à court terme d'un pays en particulier et ils luttèrent contre l'impérialisme américain tout en sachant très bien que dans les conditions objectives et subjectives de l'époque, ce combat leur coûterait cher. (13). Eussent-ils agis autrement cependant qu'ils seraient tombés dans le marais de l'opportunisme et du chauvinisme le plus réactionnaire.

Après la disparition du PCC comme force politique ouvrière et revolutionnaire durant les années '50, il faudra attendre plusieurs années avant de voir renaître des formes d'internationalisme véritables autres que des articles de journaux et des pamphlets d'explication. Ce renouveau sera en fait un phénomène mondial qui au milieu des années '60 modifiera profondément la situation au pays et dans le monde. C'est à partir de ces années que le monde commence à assister au déclin progressif de l'impérialisme et au renouveau du mouvement révolutionnaire. En Indochine, un petit peuple lutte, courageux, solitaire, face à la plus puissante machine de guerre de l'histoire du monde. Les peuples ne pourront rester insensibles face au combat des vietnamiens. Le mouvement de solidarité qu'ils provoqueront n'aura jamais été aussi large, aussi universel, aussi militant. Au Québec et au Canada, ce sont les jeunes révolutionnaires qui assument d'organiser la campagne d'appui au Vietnam. En 1966, plusieurs militants au sein de l'UGEQ organisent la tournée au pays de représentants du FNL.(14) Cette tournée sera l'occasion d'une mobilisation étudiante sans précédents sur un thème internationaliste. Des assemblées, des meetings, des manifestations (dont la violente émeute en face de l'ambassade américaine à Montréal) seront organisés dans plusieurs villes.

Par la suite, de 1967, à 1970, le FLP (Front de libération populaire) et le MSP (Mouvement syndical politique) assumeront en grande partie les tâches internationalistes en organisant concrètement et de multiples façons des formes d'appui aux peuples, dont en particulier, les peuples indochinois, afro-américains et latino-américains. Lors de la Conférence hémisphérique sur la paix au Vietnam à Montréal en 1968, le FLP intervint pour réclamer que les organisateurs de la conférence (principalement des organisations pacifistes et le Parti "communiste" (révisioniste) du canada) ne censurent pas la conférence et donnent aux organisations révolutionnaires du Québec et des Etats-Unis (Black Panther Party) le droit d'intervenir et de lier la lutte vietnamienne à leur propres luttes. Le FLP fut aussi au centre de nombreuses autres activités internationalistes en participant avec de nombreux autres groupes à l'organisation de diverses activités. (15) De plus, la soutien aux luttes internationales, et l'explication des situations et des organisations révolutionnaires, occupèrent toujours dans ces organes de propagande une place importante.



Il faut intégrer les tâches internationalistes à tous les aspects du travail militant...

Après la débandade et le recul qui suivirent l'occupation militaire d'octobre '70, il faudra attendre encore quelques années pour revoir l'internationalisme reprendre la place qui lui revient au sein du mouvement révolutionnaire. Bien sûr, il y eur durant cette période des interventions sur cette question, mais elles furent peu développées et divers courants à tendance réformiste et économiste empêchaient que les militants s'en préoccupent. A certaines occasions cependant, il y eut un réel effort de mobilisation. En particulier, il y eut cette mobilisation massive en janvier 1972 (organisée par plus d'une quarantaine de groupes militants et populaires) pour réclamer le retraite des troupes américaines au Vietnam et la signature des Accords de Paris. La minifestation qui en ressortit regroupa plus de 2,000 person-

12) Béthune prit la parole à un meeting de 15,000 personnes au forum de Montréal. Voir *Docteur Bethune* de S. Gordon et T. Allans.

13) La situation objective (montée de l'impérialisme, intense répression) et subjective (apparition du révisionisme) explique le déclin du P.C.C. En ce qui concerne les conditions objectives, il faut constater que les masses furent dominées idéologiquement de façon très forte par l'idéologie de la guerre froide et de l'hystérie anti-communiste. Un ex-militant du PCC, ouvrier aux Shops Angus à Montréal, nous relata un incident significatif. Lors de l'annonce du début de l'agression impérialiste en Corée en 1950, plusieurs centaines d'ouvriers de l'usine célébrèrent joyeusement l'évenement parce qu'ils y voyaient le début d'un regain de l'activité économique et donc de meilleurs chances pour des heures supplémentaires et des gros salaires. C'est dans ces conditions extrêmement difficiles que les militants communistes, à la tête du syndicat et très présents dans l'usine depuis de nombreuses années devaient aller *contre* les désirs des masses de travailleurs.

14) Voir Histoire du mouvement étudiant au Québec, Mobilisation, vol.4, no.2

15) Entre autres: l'organisation d'une conférence de solidarité internationale avec la Palestine en 1969, l'ouverture de la libraire Ho Chi Minh en 1970 (avec la participation de patriotes vietnamiens), conférence internationale sur les prisonniers politiques (automne 1969), et plusieurs autres.

nes, avec une forte proportion ouvrière et populaire. Ce succès en fit réfléhir plusieurs, surtout sur l'absence de travail systématique au niveau de l'internationalisme parmi les groupes militants. Plusieurs militants commencèrent alors à réaliser qu'il était absurde (16) de concevoir comme contradictoire le travail internationaliste et le travail d'organisation et d'implantation au Québec. Même qu'au contraire, il n'était pas possible de développer une perspective de travail locale juste sans analyse de l'ensemble des tâches militantes dont l'internationalisme. Les tâches internationalistes dans ce contexte devenaient plus qu'une question de conscience et de soutien moral, mais une question profondément politique et profondément révolutionnaire, intégrée au coeur du développement d'une alternative politique révolutionnaire au Québec.

Durant 1973 (lors de la campagne sur le Chili) et durant 1974, diverses initiatives militantes furent développées sur des tâches internationalistes. Ces initiatives, quoique inégales quant à leur participation et à leur composition remportèrent toutes d'importants succès, que ce soit la mobilisation lors de la venue de militants du MPLA (Angola) au printemps '74, la conférence de solidarité à l'occasion du Vième anniversaire du GRP du Sud-Vietnam (juin '74), la manifestation pour le Chili (septembre '74) ou encore la journée de célébration pour le 25ième anniversaire de la République Populaire de Chine (octobre '74). Le succès, tant au niveau de l'organisation de ces initiatives (qui amenèrent plusieurs milliers de personnes et qui permirent la diffusion très large des principes internationalistes) qu'au niveau de l'expérience accumulée par les groupes militants qui en assumèrent l'organisation, nous permet d'aller de l'avant.



Affiche chinoise en appui aux luttes des peuples du tiers monde

NOS TACHES ACTUELLES

La question de l'internationalisme à l'étape actuelle se pose comme toutes les autres questions politiques par rapport à l'objectif stratégique que constitue l'édification du parti communiste de type nouveau. Jamais sans une direction politique révolutionnaire et juste la classe ouvrière au Québec et en Amérique ne pourra défendre justement ses droits et ceux du prolétariat international. Il revient donc aux militants révolutionnaires dès aujourd'hui d'assumer correctement les tâches internationalistes et de donner une juste direction aux initiatives et aux luttes concernant le soutien aux luttes des peuples dans le monde.

L'intervention des révolutionnaires sur ce sujet doit s'inspirer des grands principes de l'internationalisme prolétarien développés par le mouvement ouvrier et communiste mondial. Tout notre travail doit être imprégné d'internationalisme et nos interventions doivent élever la conscience des prolétaires pour qu'ils en arrivent à percevoir qu'ils ne sont qu'une partie d'un prolétariat international, d'une seule classe ouvrièren révolutionnaire mondiale. Mais l'internationalisme nous enseigne aussi que le meilleur moyen de contribuer à la révolution mondiale, c'est de travailler à la révolution dans son propre pays tout en soutenant au maximum de nos forces la révolution des autres peuples. C'est pourquoi les révolutionnaires ne sont pas des idéalistes, ils ne colportent pas des idées pour leur valeur morale, mais pour leur portée révolutionnaire. Ainsi, les révolutionnaires, qui sont des internationalistes, sont aussi des patriotes, c'est-à-dire qu'ils défendent leur pays contre l'agression impérialiste et pratiquent ainsi l'inverse du nationalisme étroit et réactionnaire, du réformisme à la sauce "national-socialiste". Ainsi nous devons combiner de façon pratique et juste notre propre lutte révolutionnaire et le soutien aux peuples du monde en lutte.

Aujourd'hui, nos forces sont petites et notre capacité d'intervenir est limitée, tant en quantité qu'en qualité. Toutefois, nous pouvons aller de l'avant sur la base des acquis passés et perfectionner nos méthodes de travail tout en assimilant encore plus les principes marxistes-léninistes comme guides d'action. Ainsi ressort-il que nos interventions internationalistes actuelles doivent fermement s'appuyer sur le principe de la **ligne de masse.** Il faut donc que les actions internationalistes impliquent les masses les plus larges, c'est-à-dire qu'elles soient accessibles au niveau du contenu et de la forme aux secteurs combatifs et progressistes du peuple, qu'elles ne soient pas conçues comme des moyens apportunistes de défendre une "ligne" ou une organisation, d'un point de vue sectaire. Ces actions internationalistes doivent et peuvent mobiliser largement les masses, surtout ses secteurs progressistes et combatifs, inorganisés actuellement. Il faut combattre résolument toutes tentatives de limiter l'appui internationaliste aux révolutionnaires organisés qui, même s'il doivent constituer le "fer de lance" des campagnes, ont comme première responsabilité d'étendre le travail dans les masses. Les déviations à ce sujet, qui ont conduit à concevoir le travail internationaliste comme un travail "spécialisé", s'adressant à "l'avant-garde" ont été extrèmement nuisibles autant dans ses effets "intérieurs" le (développement de la conscience internationaliste) que dans ses effets "extérieurs" (le résultat concret des actions pour les peuples en lutte).

Mais cette ligne de masse indispensable pour mener à terme l'action internationaliste n'est pas réalisable sans la présence d'une direction prolétarienne capable d'assumer l'encadrement et le développement du travail internationaliste. Il est clair en effet que les forces sociales et politiques de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie peuvent conjoncturellement jouer un rôle important dans l'appui à telle ou telle lutte (on l'a vu avec le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis). Mais l'absence d'une direction de classe juste conduit le mouvement internationaliste à une impasse à plus ou moins long terme. Cette constation s'appuie sur l'anal

16) Cette absence de l'internationalisme pour le mouvement révolutionnaire des années 1971 à 1973 relève de l'analyse du mouvement des Caps et principalement de la ligne réformiste et économiste qui y fut présente pendant ces années et qui a aujourd'hui constitué le Regroupement des comités de travailleurs (RCT). Nous reviendrons sur cette question dans de prochains numéros de Mobilisation. D'autre part, il serait faux d'affirmer que la question internationale était disparue pour les militants. Même au sein du mouvement des Caps, il y eut tout de même certaines interventions. D'autre part, d'autres militants, principalement dans le mouvement étudiant, popularisèrent ces questions.

objective de l'internationalisme: c'est-à-dire la réponse ouvrière et populaire au développement du capitalisme et de l'impérialisme. Si la classe ouvrière est la classe qui est la plus capable de diriger la révolution c'est aussi la classe qui est la plus capable d'organiser l'action internationaliste de la façon la plus conséquente et la plus déterminée. Le problème de la direction prolétarienne découle logiquement de cette analyse. Mais encore faut-il voir comment concrètement établir cette direction prolétarienne à l'étape actuelle.

Sans apporter de réponses définitives là-dessus, nous pouvons dégager certaines constations. La réponse définitive ne pourra être établie tant que ne sera pas édifié le parti révolutionnaire au Québec, le quartier général de la classe ouvrière et du peuple qui saura diriger les luttes dans tous leurs aspects. Pour le moment, nous voyons deux conditions de base dans l'action internationaliste, deux règles de travail qu'il faut respecter tout en étant conscients de nos limites

Sans apporter de réponses définitives là-dessus, nous pouvons dégager certaines constations. La réponse définitive ne pourra être établie tant que ne sera pas édifié le parti révolutionaire au Québec, le quartier général de la classe ouvrière et du peuple qui saura diriger les luttes dans tous leurs aspects. Pour le moment, nous voyons deux conditions de base dans l'action internationaliste, deux règles de travail qu'il faut respecter tout en étant conscients de nos limites.
révolutionnaire des peuples et des pays vers lesquels est dirigée notre action internationaliste. Que ce soit en Indochine, au Chili, en Chine, etc., il faut compter sur la direction locale qui sait selon le niveau de la lutte déterminer une stratégie d'ensemble (nationale et internationale) qui correspond au niveau de la lutte. Cette règle est évidente quand la direction révolutionnaire est unifiée et développe depuis longtemps une ligne politique juste (Indochine, Chine, etc.), mais selon nous elle est aussi applicable dans d'autres conditions où le mouvement révolutionnaire est encore en cosntruction, qu'il y a diverses fractions et lignes politiques. Il s'agit alors de déterminer si **l'aspect principal** développé par ces organisations est l'aspect qui fait avancer la lutte, qui organise et mobilise les masses, qui affronte directement l'impérialisme et les réactionnaires locaux. Ces cas sont nombreux et nous pouvons citer en exemple le MIR au Chili, les mouvements de libération en Afrique et en Palestine, etc. Il est inadmissible pour les révolutionnaires conséquents dans leurs initiatives internationalistes de développer une stratégie "parallèle" qui conduirait en pratique à prétendre à une meilleure analyse de la lutte que peuvent le faire les révolutionnaires des peuples en lutte.

Le **deuxième facteur,** c'est la possibilité pour les révolutionnaires actuellement de constituer des regroupements et



Les luttes de libération en Afrique

des coalitions pour soutenir une action internationaliste de façon précise et ponctuelle. L'expérience de ces regroupements, qui ont réuni les groupes révolutionnaires et les organisations de masse à caractère progressiste (à direction révolutionnaire), permet de conclure à leur nécessité et à leurs possibilités. Malgré les débats en cours et les nombreuses questions qui nous divisent, il est possible, sur une base d'entente à partir de principes minimaux, de s'entendre et de s'unifier. Là dessus, deux erreurs sont possibles. L'erreur opportuniste consiste à mettre de côté certains principes de base élémentaires et à vouloir faire l'unité factice avec tous et à tous prix. Ainsi actuellement, il y a de nombreux groupes qui ont comme prétention de soutenir diverses actions internationalistes, mais qui **en pratique**, nuisent à la mobilisation et à l'action des couches populaires et progressistes. Les révolutionnaires doivent s'unir entre eux, mais résolument écarter les groupes opportunistes dont l'intervention sur le terrain internationaliste ne vise pas à soutenir honnêtement les luttes des peuples. L'erreur sectaire d'autre part conduit à une conception élitiste du travail internationaliste, réservé aux "experts" et aux seuls groupes organisés. Il faut donc continuer et élargir les gronts unitaires de soutien, dans un esprit d'unité et d'aide mutuelle, ce qui aura comme résultat non seulement de renforcir le soutien aux peuples, mais aussi à rebours de contribuer à l'unité militante des révolutionnaires.



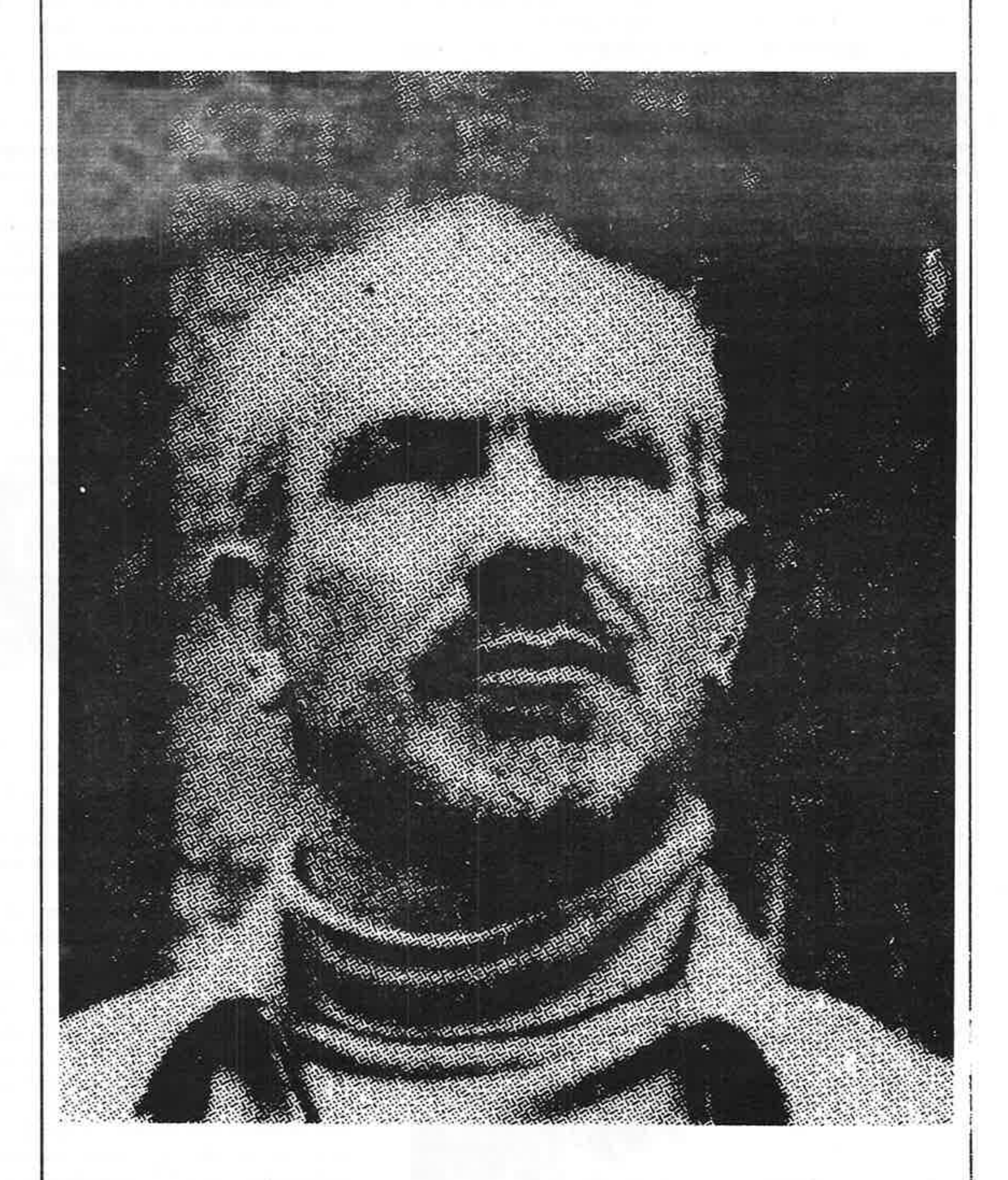
La solidarité nationale doit s'enrichir de la solidarité internationale

Ces deux règles de travail, acceptation et défense de la direction révolutionnaire des pays ou peuples en lutte, et constitution de fronts unitaires à partir des groupes révolutionnaires et des organisations de masse dans les quartiers, écoles et usines (à direction révolutionnaire et progressiste), sont deux guides pour notre travail internationaliste à l'étape actuelle.

Il importe avant de terminer de comprendre qu'il est nécessaire pour nous de distinguer des priorités dans notre travail internationaliste.

Nous ne devons pas nous disperser et nous devons tenir compte de nos forces d'une façon réaliste. Ainsi, il nous apparaît qu'il faudra mettre plus d'accent à l'avenir sur le **front continental** (Etats-Unis, Canada, Amérique Latine), pour des raisons politiques et pratiques évidentes (la proximité géographique qui nous forcera à long terme d'établir une coordination étroite à l'échelle du continent). D'autre part, il est sûr que nous continuerons à assumer les campagnes qui à l'échelle mondiale correspondent au niveaux de luttes et de rapports de forces déterminants pour l'humanité entière: la question de l'Indochine évidemment (en particulier la campagne actuelle pour la libération des prisonniers politiques du Sud-Vietnam), Afrique et Palestine, Chili, etc...

C'est de cette façon que nous contribuerons à ce combat international contre l'oppression et que nous réussirons, côte à côte avec nos camarades indochinois, américains, chiliens, européens, soviétiques, à atteindre la libération et le socialisme.



"Nous devons apprendre de lui ce parfait esprit d'abnégation. Ainsi, chacun pourra devenir très utile au peuple."

Mao:
A la mémoire de Norman Béthune

Le camarade Norman Béthune[1] était membre du Parti communiste du Canada. Il avait une cinquantaine d'années lorsqu'il fut envoyé en Chine par le Parti communiste du Canada et le Parti communiste des Etats-Unis; il n'hésita pas à faire des milliers de kilomètres pour venir nous aider dans la Guerre de Résistance contre le Japon. Il arriva à Yenan au printemps de l'année dernière, puis alla travailler dans le Woutaichan où, à notre plus grand regret, il est mort à son poste. Voilà donc un étranger qui, sans être poussé par aucun intérêt personnel, a fait sienne la cause de la libération du peuple chinois: Quel est l'esprit qui l'a inspiré? C'est l'esprit de l'internationalisme, du communisme, celui que tout communiste chinois doit s'assimiler. Le léninisme enseigne que la révolution mondiale ne peut triompher que si le prolétariat des pays capitalistes soutient la lutte libératrice des peuples coloniaux et semi-coloniaux et si le prolétariat des colonies et semi-colonies soutient la lutte libératrice du prolétariat des pays capitalistes[2]. Le camarade Béthune a mis en pratique cette ligne léniniste. Nous, membres du Parti communiste chinois, devons faire de même. Il nous faut nous unir au prolétariat de tous les pays capitalistes, au prolétariat du Japon, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de l'Allemagne, de l'Italie et de tout autre pays capitaliste, pour qu'il soit possible d'abattre l'impérialisme, de parvenir à la libération de notre nation et de notre peuple, des nations et des peuples du monde entier. Tel est notre internationalisme, celui que nous opposons au nationalisme et au patriotisme étroits.

L'esprit du camarade Béthune, oubli total de soi et entier dévouement aux autres, apparaissait dans son profond sens des responsabilités à l'égard du travail et dans son affection sans bornes pour les camarades, pour le peuple. Tout communiste doit le prendre pour exemple. Ils ne sont pas rares ceux à qui manque le sens des responsabilités dans leur travail, qui choisissent les tâches faciles et se dérobent aux besognes pénibles, laissant aux autres le fardeau le plus lourd et prenant la charge la plus légère. En toute chose, ils pensent d'abord à eux-mêmes, aux autres après. A peine ont-ils accompli quelque effort, craignant qu'on ne s'en soit pas aperçu, ils s'en vantent et s'enflent d'orgueil. Ils n'éprouvent point de sentiments chaleureux pour les camarades et pour le peuple, ils n'ont à leur endroit que froideur, indifférence, insensibilité. En vérité, ces gens-là ne sont pas des communistes ou, du moins, ne peuvent être considérés comme de vrais communistes. Parmi ceux qui revenaient du front, il n'y avait personne qui, parlant de Béthune, ne manifestât son admiration pour lui, et qui fût resté insensible à l'esprit qui l'animait. Il n'est pas un soldat, pas un civil de la région frontière du Chansi-Tchahar-Hopei qui, ayant reçu les soins du docteur Béthune ou l'ayant vu à l'œuvre, ne garde de lui un souvenir ému. Tout membre de notre Parti doit apprendre du camarade Béthune cet esprit authentiquement communiste.

Le camarade Béthune était médecin. L'art de guérir était sa profession, il s'y perfectionnait sans cesse et se distinguait par son habileté dans tout le service médical de la VIIIe Armée de Route. Son cas exemplaire devrait faire réfléchir tous ceux qui ne pensent qu'à changer de métier sitôt qu'ils en entrevoient un autre, ou qui dédaignent le travail technique, le considérant comme insignifiant, sans avenir.

Je n'ai rencontré qu'une seule fois le camarade Béthune. Il m'a souvent écrit depuis. Mais, pris par mes occupations, je ne lui ai répondu qu'une fois, et je ne sais même pas s'il a reçu ma lettre. Sa mort m'a beaucoup affligé. Maintenant, nous honorons tous sa mémoire, c'est dire la profondeur des sentiments que son exemple nous inspire. Nous devons apprendre de lui ce parfait esprit d'abnégation. Ainsi, chacun pourra devenir très utile au peuple. Qu'on soit plus ou moins capable, il suffit de posséder cet esprit pour être un homme aux sentiments nobles, intègre, un homme d'une haute moralité, détaché des intérêts mesquins, un homme utile au peuple.

---

[1] Membre du Parti communiste du Canada et célèbre chirurgien. En 1936, lorsque les hordes fascistes allemandes et italiennes attaquèrent l'Espagne, il se rendit sur le front et se mit au service du peuple espagnol qui luttait contre le fascisme. Au début de 1938, après qu'eut éclaté la Guerre de Résistance, il arriva en Chine à la tête d'une équipe médicale. Il atteignit Yenan vers mars-avril et alla peu après dans la région frontière du Chansi-Tchahar-Hopei. Animé d'un fervent esprit internationaliste et faisant preuve du plus grand dévouement et d'une totale abnégation, le camarade Béthune soigna, pendant près de deux ans, les malades et les blessés de la VIIIe Armée de Route. Il contracta une septicémie en faisant une opération d'urgence et mourut à Tanghsien, dans le Hopei, le 12 novembre 1939, malgré tous les soins qui lui furent prodigués.

[2] Voir J. Staline: "Des principes du léninisme" (avril-mai 1924), partie VI: "La question nationale".

Bilan d'une intervention sur le Vietnam

Introduction

Le texte qui suit a été produit par un groupe militant et a pour but de tirer quelques acquis concernant son intervention sur le Vietnam. Il aborde par ce biais la question de l'internationalisme de façon concrète et complète dans ce sens les thèses avancées dans le texte précédent. On y dégage aussi des perspectives de travail pour le soutien à la lutte du peuple vietnamien qui se termine par un appel au mouvement progressiste québécois.

Mobilisation

LE CONTEXTE MILITANT

Si le travail internationaliste a été et est encore peu développé au Québec, il y a des raisons qui remontent à l'histoire et la nature du mouvement révolutionnaire. La critique et l'autocritique que portèrent les militants sur les organisations révolutionnaires durant les années 66-70 (1) touchèrent certainement des points justes (l'ultra-gauchisme à caractère petit bourgeois concrétisé par un activisme à tout casser, etc.), mais d'autre part emportèrent avec elles de nombreux points positifs qui restèrent comme tachés d'un péché originel pour les militants d'aujourd'hui, au point qu'il devenait presque suspect d'aborder des questions internationalistes, parce que cela "est loin des préoccupations immédiates du monde". Ce réformisme grossier qui réussit à s'infiltrer dans le mouvement révolutionnaire à partir de 1972 (2) eut comme effet important de liquider presque complètement les tâches internationalistes. Malgré la domination de la ligne réformiste, certaines interventions sont développées, mais elles prennent un caractère marginal, et restent confinées en général dans des cercles restreints, comme si les militants craignaient d'aborder ces questions avec les masses.

La faillite de la ligne réformiste qui apparaît à la fin de '73 et au début de '74 est d'abord perçu par de nombreux militants de façon partielle et presque pragmatique(3). Les militants s'en rendent compte d'abord au niveau de leur travail local, d'organisation en usine ou en quartier. Au niveau de l'organisation révolutionnaire, les dirigeants réformistes veulent liquider les cadres de regroupement des militants et en pratique ils dissolvent le mouvement des Caps. Réalisant toutes les conséquences des positions réformistes: le Regroupement des comités de travailleurs (RCT). Il faudra plusieurs mois avant de comprendre la nature exacte du mouvement révolutionnaire de cette époque et même encore aujourd'hui, le bilan d'ensemble reste à faire. Ce n'est que dans des aspects pratiques auxquels nous sommes en mesure de lier la **ligne politique réformiste** que nous commençons à voir plus clair.

Si au niveau de leur organisation et de leurs tâches militantes dans les entreprises et les quartiers. Les militants se réorganisent et réorientent leur travail, il en va de même également pour tous les aspects des tâches militantes. Notre groupe subit sensiblement les mêmes transformations, fait sa critique et son autocritique, réoriente son activité, amorce la lutte idéologique et fait le bilan. Or il ressort à ce moment que pour nous, une conséquence flagrante de la domination de la ligne réformiste a été le peu d'énergies consacrées aux tâches internationalistes.

D'autre part, nous sommes encore marqués profondément par notre passé. Ainsi, à notre désir de changer et d'intervenir sur le Vietnam se double d'une grande confusion concernant le rôle spécifique de l'internationalisme prolétarien, sa place par rapport aux autres tâches militantes, etc. Bref, nous n'avons pas de perspectives d'ensemble et notre intervention est marquée par notre peu d'expériences et notre activisme.

1) A voir bientôt un recueil de textes des organisations révolutionnaires Front de libération populaire (FLP) et Mouvement Syndical Politique (MSP) publié par *Mobilisation*.

2) Un texte sur toute la période 1972-1973 est actuellement en préparation et permettra d'amorcer une analyse plus en profondeur de la ligne et des pratiques réformistes au sein du mouvement révolutionnaire au Québec.

3) Voir à ce sujet le bilan *Servir le peuple* (Mobilisation, vol.4, no.5) qui traite de la lutte contre le réformisme dans le contexte d'une intervention militante dans une grande entreprise.

LA CONCEPTION DE NOTRE INTERVENTION

Le cadre de cette intervention est d'abord présenté de l'extérieur. Ce sont des patriotes vietnamiens qui préparent une journée sur le Vietnam et nous, on vient appuyer cette initiative. Notre rôle est alors principalement limité à la question de la publicisation et de l'organisation matérielle de l'évènement. On est d'accord pour s'embarquer dans ce cadre-là car on trouve juste d'appuyer une intervention dont la direction politique réside complètement dans les mains de ceux qui dirigent la lutte sur le terrain.

A cause de la situation dans le mouvement et de notre perception de la réalité plus globale, on a en tête deux objectifs principaux en intervenant.

D'abord il y a évidemment la question internationaliste de façon générale, la mobilisation de masse la plus large possible en soutien à cette lutte exemplaire et remplie de leçons politiques. On sait que notre travail d'agitation et de propagande là-dessus va toucher plusieurs centaines de personnes et que le résultat en sera une élévation de la conscience anti-impérialiste des gens.

Mais ensuite, et c'est ce qui nous préoccupe nous-mêmes le plus (même si théoriquement on le conçoit comme un aspect "secondaire" de l'intervention), on veut toucher les militants révolutionnaires et progressistes en général et leur montrer l'importance et la valeur du travail internationnaliste. De plus, pour nous, l'expérience vietnamienne doit constituer un guide d'action: la nécessité du parti révolutionnaire au sein d'un large front anti-impérialiste, la lutte armée, la signification concrète de l'internationalisme prolétarien, etc. Autrement dit, on veut apprendre de l'expérience vietnamienne et de l'internationalisme et on veut que le monde partage cela avec nous. Ainsi, pensons-nous, cela s'inscrira comme une petite partie de plus dans la lutte contre la ligne réformiste et le développement de l'alternative révolutionnaire.

Toute la préparation de la campagne sera marquée par ces deux objectifs de départ. Au niveau large, la campagne est bien orchestrée déjà par les patriotes vietnamiens et on n'a qu'à compléter des détails. Le type de publicité, le choix des orateurs invités, toutes les questions d'organisation sont réglés ainsi avec un savoir-faire qui relève d'une grande expérience et d'une direction politique claire. Au niveau de la mobilisation militante, notre travail est marqué par une attitude idéaliste et volontariste. Ainsi, au lieu de mobiliser les militants pour participer à la campagne, on concentre tout sur nous-mêmes pour se contenter d'inviter les groupes. Le côté positif toutefois, c'est la tentative de regrouper autour de la journée un large front incluant par ordre de priorités: les organisations révolutionnaires (incluant évidemment les diverses tendances dans le mouvement), les organisations de masse à caractère progressiste et dirigées par des militants (surtout les organisations de quartier et étudiantes), et finalement, les appareils syndicaux et toutes autres associations ou organisations réformistes (services populaires, etc.). Ainsi la campagne restera à un niveau "extérieur" au mouvement, mais on réussira à toucher le monde. Ce qu'il aurait fallu faire, et on s'en rendra compte concrètement, c'est la mobilisation et l'implication directe des organisations révolutionnaires et des organisations de masse à caractère progressite et combatif.

Au niveau de la journée comme tel, on tente de la diviser en deux blocs. Un premier bloc ouvert aux "larges masses", où on insiste sur quelques vedettes et sur une présentation culturelle. Un deuxième, dirigé vers les "militants" avec conférences et discussions sur le sens de la lutte révolutionnaire au Vietnam. Notre campagne de propagande fonctionnera à plein: autant les formes de propagande militantes (tracts, affiches, collants, etc.) que "publicitaires". Le caractère officiel de la journée (orgnisée par des patriotes vietnamiens) favorise grandement le succès de cette campagne et leurs capacités à aborder le public large et toutes les organisations (que ce soit les centrales syndicales ou les mouvements révolutionnaires) ouvrent des portes qui pour nous ou tout autre groupe révolutionnaire sont absolument inaccessibles.

LA REALISATION DE L'INTERVENTION

Tel que cela s'anoncait selon le résultat de la campagne publicitaire, le succès de la mobilisation large est très grand. A notre connaissance, nous n'avions encore jamais vu une telle mobilisation (pour ce type d'activités). De plus, le contenu de cette partie de la journée est aussi une grande réussite. Contrairement à de nombreux évenements de ce type, les interventions des orateurs enthousiasment le public et font ressortir une explication politique de la situation au Vietnam essentiellement juste. D'autre part, on s'aperçoit de nos faiblesses au niveau de l'organisation technique de la journée.

De l'autre côté, selon le deuxième objectif que nous nous étions fixé, les acquis sont faibles. Le mouvement militant, s'il se mobilise en partie pour la journée, ne participe pas ou peu au contenu que nous avions prévu pour lui. Les raisons sont nombreuses. Nous avons noté l'une des raisons majeures plus haut (l'absence de mobilisation des groupes dans l'organisation même de la journée). De plus, on se rend compte que le travail internationaliste n'est pas reconnu encore par tous, en même temps et au même niveau, pour sa valeur réelle. De plus, plusieurs militants donnent l'impression qu'ils n'ont pas ou peu à apprendre de cette lutte, et que leur participation est limitée à un soutien général, plutôt passif, qu'à une solidarité, à long terme. Il fallait voir la question comme quelque chose qui s'intégrerait progressivement et dans la mesure du développement général au sein du mouvement militant et des couches progressistes et combatives du peuple.

Il faut ajouter aussi que nous avons pu constater la faiblesse de notre connaissance concrète et de notre capacité pédagogique à présenter la lutte du Vietnam et la tâche internationaliste en général. Ainsi, l'idéalisme se reproduisit à ce niveau aussi.

Le bilan général de la journée fit ressortir que nous avions remporté un succès au niveau "large" (quantitativement et qualitativement) et que cet aspect demeurait en dernière analyse l'aspect le plus important, si on examiait l'impact ici au Québec, mais aussi l'impact sur la lutte là-bas (qui a plus besoin à court terme d'un appui le plus large et le plus massif possible). D'autre part l'échec relatif de la mobilisation militante eut un effet quelque peu démobilisateur à court terme. Alors qu'au début nous avions pensé qu'il pourrait ressortir de cette intervention des perspectives de travail claires et larges, nous sommes retombés sur nos deux pattes et constaté la dure réalité: le travail entrepris est un travail à long terme, dont il faut poser les conditions par de multiples interventions diversifiées, accumuler de l'expérience, diffuser l'idée de l'internationalisme prolétarien dans des actions concrètes de même que dans notre travail quotidien, apprendre à travailler en commun avec d'autres militants, etc.

QUELQUES PERSPECTIVES DE TRAVAIL

Nous sommes d'accord avec les perspectives générales développées dans le texte précédent. Sur la question de l'Indochine plus particulièrement, nous pensons cependant que les expériences accumulées permettent déjà de voir des perspectives concrètes.

La lutte du peuple vietnamien est arrivé à l'étape actuelle à un point tournant(4). Les défaites successives des américains et du fantoche Thieu ouvrent la voie à un bond en avant dans l'élargissement du front populaire et des possibilités d'une victoire partielle (qui prendrait la forme d'un gouvernement de coalition entre le GRP et la troisième force politique). Cette étape de la lutte, qui ne se terminera pas pour autant, peut déterminer l'avenir du peuple en ce sens qu'elle pourrait éviter le déclenchement une fois de plus de l'agression américaine généralisée.

Dans le but d'atteindre ces objectifs politiques, le GRP et le FNL mènera la campagne de solidarité internationale sur trois fronts à la fois:

- la libération des 200,000 prisonniers politiques
- la réconnaissance politique de la troisième force et son acceptation comme composante dans l'avenir du pays par les fantoches et les américains;
- respect intégral des Accords de Paris, ce qui signifie en pratique le retrait de Thieu.

Cette campagne internationale vise les objectifs tactiques déterminés par l'étape actuelle de la lutte. Alors que la guerre s'intensifie et que les américains tentent de divers moyens de rescaper les fantoches et d'intervenir à nouveau, il devient urgent et essentiel de repartir sur une base plus forte que jamais la campagne de soutien au Québec.

Ce sont les groupes révolutionnaires qui ont la responsabilité de donner à cette campagne le caractère massif et mobilisateur nécessaire. Ce sont eux qui sont en mesure de comprendre l'enjeu politique et de prendre les moyens en conséquence. Notre perspective générale nous indique aussi que le caractère de masse est une condition sine qua non au succès de ces interventions, c'est pourquoi nous jugeons essentiel dès le départ de mobiliser pour la campagne sur le Vietnam les organisations de masse à caractère progressiste en premier lieu, de même que toutes autres organisations et associations par la suite.

Ce travail pour dépasser le style artisanal devrait prendre une forme organisée et permanente. c'est-à-dire la forme d'un comité permanent qui verrait à définir un programme d'actions à court et à long terme. la campagne à entreprendre sur le Vietnam n'est pas une tâche temporaire à court terme, mais implique plutôt une mobilisation soutenue pour encore une longue période de temps à venir. Ce qui nous permet d'entreprendre une telle initiative progressivement et par étapes, selon des principes généraux que nous devrons nécessairement compléter en pratique d'après les acquis qui ressortiront du travail. Ainsi notre appel est-il lancé, il reste maintenant aux groupes et organisations progressistes à le reprendre et à le concrétiser.

4) Consulter *Mobilisation*, (vol.4, no.6) qui contient plusieurs textes sur la situation actuelle au Vietnam.

Philippines:

Progrès de la révolution après deux ans de loi martiale

Texte traduit de "Revolution," décembre 1974. Journal de l'organisation marxiste-léniniste américaine, "Revolutionary Union."

Nous reproduisons cet article sur la lutte pour la libération nationale de peuples des Philippines à cause de l'importance stratégique du point de vue économique et militaire de ce pays pour l'impérialisme américain et à cause de l'ampeur de son mouvement révolutionnaire. Cet article a été publié pour la première fois en 1974 dans Revolution, **le journal de l'organisation marxiste-léniniste américaine, le Revolutionary Union [RU]. Evidemment la publication de cet article ne represente aucunement une façon tacite d'indiquer notre appui à la ligne politique avancée par RU dans le débat actuel au sein du mouvement marxiste-léniniste américain. Pour suivre ce débat, nous conseillons de lire les journaux "Revolution" de R.U. et "The Call" du groupe October League, ainsi que le journal hebdomadaire américain "The Guardian". La publication par Mobilisation de cette article est uniquement motivé par la valeur de l'article lui-même.**

Aux Philippines, les impérialistes américains et leurs représentants locaux se sont une fois de plus mis dans l'eau chaude. Un peu plus de deux ans après l'instauration de la loi martiale par la dictature de Marcos le 22 septembre 1972, la lutte révolutionnaire du peuple philippin prend un nouvel essor. La répression grandissante n'a fait qu'accroître la résistance, balayant toutes les illusions de changement pacifique, et unifiant des secteurs de plus en plus larges du peuple dans la lutte politique.

Le peuple phillippin a une longue tradition révolutionnaire, après la guerre d'indépendance contre le colonialisme espagnol. Les patriotes philippins menèrent la lutte armée contre la domination américaine à partir de 1898, et les américains y envoyèrent plus de 125,000 soldats pour massacrer plus de 250,000 phillipins. Les Phillipines devinrent ainsi la première colonie américaine en Asie.

Le pays devint un lieu d'investissements et de dumping pour les produits américains, en plus de fournir de la main d'oeuvre à bon marché et des ressources naturelles. Les impérialistes s'adjoignirent les grand propriétaires locaux et suscitèrent la création d'une classe de capitalistes compradores (complètement dépendants du capital et des produits américains).

Le Parti Communiste des Phillipines fut fondé en 1930. Il organisa les syndicats et les associations de paysans et fut à la tête des manifestations populaires contre la domination étrangère. La "justice" coloniale s'empressa d'interdir le PC en 1932 et d'emprisonner ses principaux dirigeants. En même temps, les yankees promettaient d'accorder l'indépendance du pays pour 1946, tout en se garantissant par la loi le maintien des propriétés étrangères et des bases militaires, de même que des avantages commerciaux. Cette indépendance factice avait pour but d'apaiser les sentiments patriotiques du peuple.

Alors que les dirigeants communistes étaient en prison, des agents de l'impérialisme et de ses alliés locaux s'infiltrèrent dans le parti pour en prendre le contrôle. Au congrès de 1938, lors de la fusion avec le Parti Socialiste, ces traîtres inscrirent une clause dans le programme du parti pour appuyer la constitition coloniale du gouvernement de pantins pro-américain.

LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Quand les impérialistes japonais attaquèrent Pearl Harbor en décembre 1941, ces faux communistes s'empressèrent de déclarer leur appui et leur loyauté à l'impérialisme américain et au gouvernement fantoche local. Quand les japonais occupèrent le pays, les communistes organisèrent l'Armée populaire anti-japonaise, mieux connue sous le nom de HUKS (Hukbalahap), la seule force de résistance organisée contre le Japon alors que les grands propriétaires et les capitalistes compradores ne se genèrent pas pour transférer leur allégeance des américains aux japonais.

Les Huks mobilisèrent le peuple et remportèrent d'impressionantes victoires contre les japonais. Mais les révisionistes à la direction du parti, représentés par Vincente Lava et Luis Taruc, mirent de l'avant la ligne qu'il fallait lutter seulement contre les Japonais et accepter le retour des impérialistes américains et de leurs laquais. Leur slogan défaitiste était "se replier pour se défendre", au lieu de combattre pour une indépendance véritable et un gouvernement démocratique populaire. Même si les Huks furent les principaux responsables de la défaite des japonais, ils livrèrent le pays aux impérialistes améicains.

Attaqués aussitôt par l'armée américaine, les dirigeants Lava et Tarue dirent que le peuple était fatigué de la

guerre et qu'il fallait lutter pour une paix démocratique et par la lutte parlementaire dans le régime d'indépendance fantoche promis par les américains. Ils transformèrent l'Armée populaire en une ligue de vétérans et démarmèrent le peuple.

Les impérialistes installèrent à la présidence de la république fantoche Manuel Roxas, l'ex-homme-de-main en chef des japonais. Lors de l'ouverture du parlement, les députés philippins qui s'opposaient aux privilèges concédés aux américains furent expulsés. En même temps, l'armée attaquait et massacrait les paysans en révolte.

La ligne du PC se balança d'un extrême à l'autre, allant de l'appui aux politiciens coloniaux aux actions armées aventuristes de 1950 (sans mobilisation et organisation du peuple). Ceci conduisit à des défaites graves et à la répression. Quand la loi anti-subversive de 1958 fut instaurée, le secrétaire du parti Lava liquida en pratique le parti en détruisant toutes formes de centralisme démocratique.

LE MOUVEMENT COMMUNISTE RENAIT DANS LA LUTTE

Dans la campagne, plusieurs cadres du Parti refusèrent de suivre leur direction et d'abandonner la lutte armée. Mais dans l'absence d'une véritable direction marxiste-léniniste, ils adoptèrent souvent des stratégies militaristes et aventuristes (allant jusqu'à s'allier à des bandes armées). la direction du Parti continua à appuyer le régime fantoche et sa "réforme agraire", et en 1964, Jesus Lava se rendit aux autorités en signe de bonne volonté.

Pendant ce temps, les luttes spontanées du peuple se multipliaient. Des travailleurs, des paysans et des étudiants organisaient de puissantes manifestations contre la présence militaire des américains et l'exploitations du pays et du peuple. La jeunesse se mobilisa aussi contre l'agression américaine au Vietnam, alors que la participation ouvrière était entravée par le sabotage de la direction révisioniste du Parti Communiste.

Le 30 novembre 1964 nait le mouvement Jeunesse Nationaliste (Kabataang Makabayan — KM) pour combattre l'impérialisme et le régime fantoche. Le mouvement KM adopte un programme de démocratie nationale et plusieurs militants s'implantent à la campagne et parmi les travailleurs des villes tout en poursuivant l'organisation du mouvement étudiant. De jeunes révolutionnaires authentiquement marxistes-léninistes émergent du mouvement de masse et commencent à critiquer et à rejetter la ligne contre-révolutionnaire de la direction du Parti Communiste; ils commencent aussi à étudier les oeuvres de Mao Tsétoung.

Le 26 décembre 1968, le Parti Communiste des Philippines est ré-établi sur la base du marxisme-léninsme et de la pensée mao-tsétoung. Le 29 mars 1969, la Nouvelle Armée Populaire (NAP) est aussi organisée pour reprendre la lutte armée révolutionnaire. Des affrontements se produisent aussitôt avec l'armée dans quatre provinces au nord de l'île de Luzon et s'étend à 18 provinces au moment de l'instauration de la loi martiale en 1972. Des bases révolutionnaires sont établies, et les campagnes des fantoches échouent de les déloger même si plus de 13,000 soldats y sont impliqués.

Depuis l'instauration de la loi martiale, la lutte armée s'est étendue dans 34 provinces, tout en s'étendant aux minorités nationales musulmanes dans les iles de Mindanao et de Lolo. En février 1974, l'Armée populaire musulmane réussit à libérer la majorité de Jolo et s'empare de la capitale provinciale pour trois jours. Le régime de Marcos détruit la ville par des bombardements aériens qui coûtent la vie à plusieurs milliers de personnes. Un conseil révolutionnaire des différentes minorités nationales est créé à l'instigation du Parti Communiste et de la Nouvelle Armée Populaire.

Le vieux parti révisioniste s'est dénoncé lui-même en s'opposant au mouvement populaire. Le 11 octobre 1974, ses dirigeants, incluant son secrétaire génral Macapagal, se rendent aux autorités pour dire à Marcos: "Votre excellence, vous avez lançé un appel pour l'unité nationale et nous sommes ici pour répondre à votre appel".



Groupe de guérilléros de la "Bangsa Moro Army" aux Philippines, implantés parmi les minorités nationales musulmanes. Ces groupes se sont alliés à la Nouvelle armée populaire pour attaquer le régime fantoche de Marcos.

LE FRONT DEMOCRATIQUE NATIONAL

En avril 1973, un manifeste produit par la Commission préparatoire du Front national démocratique est diffusé: "Unissez-vous pour renverser la dictature US-Marcos!" Dans ce manifeste, la Commission présentait un programme en trois points: 1) union pour le renversement de la dictature US-Marcos; 2) libérer la nation de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique, et 3) établir un gouvernement de coalition basé sur un système représentatif véritablement démocratique. Ce programme d'action général se complétait par un programme d'action en dix points. Le manifeste éclarait que la principale forme de lutte est la lutte armée, basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans.

Cette commission préparatoire fut formée par le parti Communiste et inclut la Nouvelle Armée Populaire et plusieurs autres organisations de masse.

Au peuple américain, le manifeste déclarait: "Opposez-vous résolument aux dirigeants de l'impérialisme dans leur appui et leur soutien au régime Marcos. Empêchez-les de transformer notre pays en un nouveau Vietnam. En retour, nous réaffirmons notre solidarité révolutionnaire avec tous les peuples en lutte contre l'impérialisme et la réaction."

La société philippine est semi-coloniale et semi-féodale. Le peuple a trois principaux ennemis qui sont l'impérialisme américain, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. L'objectif de la révolution nationale démocratique est de renverser ces ennemis du peuple et du pays.

Comment les problèmes se manifestent? L'impérialisme américain est dominant dans tous les aspects de la vie nationale. Plus de 50% des affaires du pays sont propriéts

américaines, en particulier les secteurs vitaux tel la finance, le commerce extérieur, le pétrole, les mines, les services publics et le secteur manufacturier. Les investissements américains sont évalués à $3 milliards (soit plus de 60% de tous les investissements américains en Asie du sud-est). Selon la banque centrale des Philippines, ces investissements sont très profitables et rapportent plus de $4.76. (en moyenne pour chaque dollar investi).

LE FANTOCHE MARCOS

Le caractère servile et néo-colonial du régime MArcos ressort de cette déclaration de Marcos à un groupe d'hommes d'affaires américains lors de l'instauration de la loi martiale "Dites nous ce dont vous avez besoin et nous passerons de lois en conséquence..." Le régime Marcos a ouvert encore plus l'économie nationale aux investissements et au contrôle américain.

La domination américaine empêche le développement de l'industrie locale. Elle s'appuie aussi sur l'existence d'une classe féodale à la campagne, qui subordonne la production agricole aux besoins impérialistes pour des récoltes industrielles et la main d'oeuvre à bon marché qu'on force à quitter les terres pour s'engager dans les plantations et les usines des impérialistes. les salaires dépassent rarement $1 par jour, et ils ont été gelées depuis l'instauration de la loi martiale alors que le prix du riz par exemple doublait (qui constitue l'aliment de base pour la population).

70% des philippins sont paysans, dont 60% d'entre eux dans certaines régions n'ont pas de propriété, alors que les grands propriétaires (1% de la population) possèdent la moitié des terres cultivables et recoivent des redevances qui atteignent 70% des récoltes.

Les capitalistes bureaucratiques administrent le pays dans les intérêts des impérialistes. Ces bureaucrates, ex-féodaux et capitalistes compradores s'intitulent eux-mêmes représentants élus du peuple, mais en fait, ils travaillent fort pour vendre leur pays tout en empochant de riches commissions.

A chaque loi votée ou lors de chaque décrét présidentiel, ils sont là pour récolter leur part du butin. Marcos lui-même en est un bon exemple, profitant de son poste pour devenir le plus grand propriétaire terrien du pays et l'un des hommes les plus riches du pays.



Face à ces trois principaux obstacles au développement du pays, la tâche immédiate du peuple est la révolution nationale démocratique. Amado Guerrero, président du Parti Communiste des Philippines, dans son libre de 1970 "La société philippine et la révolution" expliquait la signification de la révolution nationale démocratique en ces termes: "C'est une révolution nationale principalement parce qu'elle vise la souveraineté nationale contre l'impérialisme américain et ses fantoches locaux. C'est une révolution démocratique principalement qu'elle vise l'établissement des droits paysans pour la terre contre le féodalisme domestique et parce qu'elle vise l'obtention des droits démocratiques du peuple contre le fascisme. Les contradictions fondamentales de la société philippine d'une part, et l'impérialisme d'autre part, de même que les larges masses du peuple d'une part et le féodalisme d'autre part..." Guerrero affirme que "l'objectif principal de la lutte à l'étape actuelle est de libérer le peuple philippin de l'oppression et de l'exploitation étrangère et féodale, et que dans un sens c'est la continuation de la révolution de 1896 et de la guerre contre les Etats-Unis, qui échouèrent à cause de la direction de la bourgeoisie locale..."

LE PROLETARIAT DOIT DIRIGER

Mais la différence majeure est que la présente lutte nationale démocratique est une révolution nationale démocratique de "type nouveau; depuis la révolution d'octobre et de l'émergence du premier Etat socialiste, les luttes nationales démocratiques contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique font maintenant partie de la révolution prolétarienne internationale. Les conditions objectives ne permettent plus aux Philippines une lutte nationale démocratique de type ancien. La direction de classe effective est maintenant aux mains du prolétariat et non plus aux mains de la bourgeoisie ou de toutes autres couches. Les revendications et les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationale ne peuvent être mises de l'avant correctement sans la direction du prolétariat et de son parti".

Le prolétariat et son parti ont comme but ultime d'édifier le socialisme, et finalement, le communisme. Mais aux Philippines, comme dans les autres pays coloniaux et semi-coloniaux sous la domination impérialiste et avec la survivance des relations féodales, le prolétariat ne peut pas passer directement au socialisme. D'abord, les obstacles de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique doivent être renversés. Le prolétariat doit bâtir une alliance solide avec la paysannerie qui constitue la grande majorité de la population.

Le prolétariat unit aussi tout ce qui peut être uni, incluant la petite bourgeoisie urbaine, la bourgeoisie nationale et tous ceux qui désirent la fin de la domination étrangère de leur pays. Une fois cette étape achevée, les conditions seront remplies pour passer à une autre étape de la révolution, la révolution socialiste qui est elle-même une étape transitoire vers le communisme. C'est dans le cours de la révolution chinoise que Mao Tsétoung développa cette théorie (que le Parti Communiste des Philippines applique aux conditions concrètes du pays) dans son essai "La démocratie nouvelle". Cette tactique a pour but de rallier le peuple sur la base de ses propres besoins pour renverser ses

ennemis et poser les conditions pour atteindre le socialisme. C'est une tactique pour se gagner principalement les masses paysannes aux méthodes de luttes prolétariennes et à la révolution prolétarienne. L'alliance solide entre le prolétariat et la paysannerie, qui constitue la base pour la transition de la démocratie populaire au socialisme, s'édifie sur la base des revendications fondamentales des paysans pour la terre. Face à l'influence grandissante du Parti et de la Nouvelle Armée Populaire, le régime Marcos s'est prononcé pour l'établissement d'une "nouvelle société" et d'un programme de réforme agraire. Ce programme, présenté au pays et à l'étranger comme l'"émancipaton de la paysannerie" n'est qu'en fait qu'une tactique réactionnaire. Cette "réforme agraire" ne couvre en effet que les champs de riz et de mais d'une certaine grandeur, et exclut les vastes cultures de cannes à sucre, de cocos, d'ananas, de bananes, de caoutchouc, d'abaca et d'autres produits. Et surtout cette "réforme agraire" ne touche pas aux vastes plantations controlées par les compagnies impérialistes tel la "Dole Pineapple" et la "Del Monte", etc...

LES PAYSANS ET LA TERRE

De plus, cette "réforme agraire" ne donne pas la terre aux paysans, mais leur permet de racheter les terrains par des paiements de 1500 à 2000 pesos annuellement pour 15 ans. Les revenus de la majorité des paysans pauvres et moyens n'atteignent pas 1500 pesos par année (88.3% des familles ne font pas 2500 pesos par année). Le paysan qui s'engage dans cette affaire ne doit jamais manquer un paiement sous peine de perdre tout l'argent déjà investi.



Ne crains pas!
Lutte!

Cette "réforme agraire" exclut les terres à riz et à mais qui ne sont pas louées, et les propriétaires fonciers contournent la loi en subdivisant leurs terres parmis leurs héritiers ou en changeant le statut des paysans en celui de travailleurs agricoles, ou encore en expulsant purement et simplement les paysans qui occupent leurs terres.

La majorité des terres qui font partie de ce programme sont situées dans les régions qui possèdent une longue tradition de révoltes paysannes et où sont situés aujourd'hui les foyers principaux de la rébellion. L'administration Marcos elle-même admet que le projet est appliqué surtout dans les régions connues pour leur "agitation sociale", dans le but de pacifier les paysans.

La politique agraire du Parti Communiste est radicalement différente. Dans un document intitulé "Guide révolutionnaire pour la réforme agraire", le Parti expose sa politique:

"La réforme agraire a pour objectif minimal la distribution gratuite des terres à ceux qui la travaillent et qui n'ont pas du tout ou pas assez de terres". Le programme met aussi de l'avant l'établissement de coopératives de production, l'amélioration des conditions de vie et de salaires des travailleurs agricoles dans les entreprises gérées sur une base capitaliste, et l'abolition de toutes les dettes injustes. Les paysans savent que ce programme n'est pas un paquet de belles promesses, mais une réalité que se charge d'appliquer la Nouvelle Armée Populaire.

La classe ouvrière dans les villes fait face à une offensive depuis l'instauration de la loi martiale. Sur 37 millions d'habitants, les Philippines comptent 3 millions de chômeurs et 7 millions de sous-employés. Les travailleurs luttent pour l'amélioration de leurs conditions et de plus en plus s'intègrent dans le Parti et mènent la lutte politique générale contre le régime.

Durant l'année dernière, plus de 700,000 personnes ont perdu leur emploi. L'inflation a atteint 58% alors que les salaires sont en moyenne de 4 à 8 pesos par jour (un dollar équivaut 7 pesos). Le gouvernement a réduit le salaire minimum dans certaines industries et a institué des taxes additionnelles pour les travailleurs. 200,000 employés gouvernementaux ont été mis à pied depuis la déclaration de la loi martiale. Les grèves sont illégales et plusieurs dirigeants syndicaux ont été arrêtés, et toutes les revendications ouvrières sont portées devant la Commission nationale des relations de travail qui n'a jamais porté de jugement favorable à la cause des travailleurs.

Face à ces difficultés, les travailleurs ont organisé leurs propres syndicats (parce que les syndicats officiels se sont transformés en extension des patrons et du gouvernement) et ont mené une série de grèves illégales et de manifestations. Quand les compagnies de pétrole annoncèrent des hausses de prix prétextant la "crise de l'énergie", les chauffeurs de taxi sortirent en grève et des ménagères de Manille manifestèrent malgré l'interdiction.

Des travailleurs du vêtement, des raffineries de sucre, sont sortis en grève. D'autres sabotent la production et ralentissent le travail pour faire reconnaître leurs syndicats et obtenir de meilleures conditions. A cause des conditions objectives extrêmement difficiles dans les villes, les victoires ouvrières sont isolées et exceptionnelles, mais la classe ouvrière découvre de nouveaux moyens pour combattre dans les conditions de la loi martiale.

LA JEUNESSE ET LES ETUDIANTS RESISTENT

Les étudiants continuent de jouer un rôle actif dans la lutte.

Durant la première année de la loi martiale, les étudiants organisaient des manifestations pacifiques. Dans les cafétérias des écoles, les étudiants frappaient leurs ustensiles et criaient des slogans.

Les étudiants et la jeunesse ont été actifs dans l'organisation des pauvres de la ville. Ce travail est souvent mené sous la couverture d'activités légales tel le travail social, les organisations d'aide juridique ou même par le biais de groupes religieux.

Plusieurs luttes des pauvres de la ville furent menées sur la question du logement. Des milliers de personnes occupent des taudis de carton et de rôle autour des villes sur des terrains du gouvernement ou privés. Pour "embellir le pays", le régime Marcos a expulsé plus de 200,000 familles de cex lieux occupés illégalement. Lors de le tenue du concours de "Miss Universe" en juillet 1974, le gouvernement expulsa des milliers de familles dans ces barrios autour de Manille. Mais plusieurs centaines de familles refusèrent de quitter les lieux et combattirent la police et les bulldozers derrière des barricades improvisées.

LE PEUPLE PHILIPPIN VAINCRA!

Durant la dernière année s'est aussi développée une organisation nationale démocratique de femmes (le "Mouvement libre des femmes nouvelles"), de même qu'un détachement féminin de la Nouvelle Armée Populaire. Les ménagères se sont aussi organisées dans les villes, et la révolution nationale démocratique transforme le rôle traditionnel et oppressif des femmes.

Le régime Marcos et ses maîtres impérialistes US craignent le peuple. Les effectifs de l'armée se sont accrus de 50,000 (1972) atteignant 120,000 soldats. On prévoit augmenter à 250,000 l'an prochain. Mais ceci provoque aussi la révolte, la résistance contre la conscription. L'aide militaire américaine pour 1975 atteindra $24.5 millions, et ce, en plus des fonds destinés à des opérations militaires ou policières envoyés sous les couvertures officielles des mille et une agences de "coopération". Le commandement militaire américain conjoint de la région dirige l'armée philippine dans plusieurs de ses opérations. Des détachements de "bérets verts" ont été envoyés pour étudier le terrain et s'implanter dans la population. Il y a plus de 20 bases militaires américaines dans le pays et des milliers de soldats américains y sont stationnés. Environ 20,000 prisonniers politiques sont emprisonnés, et dans plusieurs camps, des grèves de la faim et d'autres manifestations ont été organisées, de même que plusieurs tentatives réussies d'évasions.

Le peuple philippin mène une bataille héroique pour la libération de son pays. Il n'a pas l'illusion d'une lutte facile et courte, le peuple sait qu'il doit mener une guerre populaire prolongée. Il est préparé à se battre pour dix ou quinze ans, le temps qu'il faudra. Le peuple a prouvé durant les deux dernières années cette vérité universelle qu'à long terme, c'est le peuple qui est le plus puissant, et non les réactionnaires.

Commission préparatoire du front national démocratique des Philippines

1. Unir toutes les forces anti-impérialistes et démocratiques pour renverser la dictature Marcos-U.S. et travailler à l'établissement d'un gouvernement de coalition authentiquement démocratique.

2. Combattre l'impérialisme U.S., le maître véritable de la dictature fasciste, pour l'annulation de tous les traités inégaux et pour la nationalisation de toutes les propriétés étrangères dans le pays.

3. Lutter pour le rétablissement de tous les droits démocratiques du peuple, la liberté de parole, de la presse, d'assemblée, d'association, de mouvement, de religion et le droit à la justice.

4. Rassembler l'appui politique et matériel le plus large pour la résistance armée et l'organisation lcandestine contre la dictature U.S.-Marcos.

5. Appuyer un programme véritable de réforme agraire pour libérer les masses paysannes de l'exploitation féodale et semi-féodale et augmenter la production agricole par la coopération.

6. Améliorer les conditions de vie du peuple, garantir le droit au travail, et protéger le capital national contre le capital monopoliste étranger.

7. Promouvoir une culture de masse nationale, scientifique et combattre la culture impérialiste, féodale et fasciste.

8. Appuyer les minorités nationales, en particulier celles de Mindanao et des provinces des montagnes dans leur lutte pour l'auto-détermination et la démocratie.

9. Punir après procès public les dirigeants de la clique fasciste U.S.-Marcos pour leurs crimes contre le peuple et confiscer toutes leurs richesses.

10. S'unir avec tous les peuples contre l'impérialisme et revendiquer leur appui pour la lutte révolutionnaire de notre peuple.

Entrevue avec des militants du comité Québec-Chili

ENTREVUE REALISE LE 21 FEVRIER 1975

- **Comment est né le Comité Québec-Chile?**

• Il y a eu d'abord un groupe de militants qui ont commencé à s'intéresser au Chili avec l'expérience de l'Unité Populaire. A partir de 1973, l'affrontement imminent nous a obligé à intervenir d'une façon plus organisée, ce qui voulait dire pour nous mettre les bases pour un travail d'information et d'échanges entre militants ouvriers du Chili et du Québec. Dirigée vers la classe ouvrière et la petite bourgeoisie progressiste, cette première expérience nous a permis de voir les possibilités d'un travail anti-impérialiste. Par exemple avec les grévistes de la Firestone, on a eu une soirée d'échanges et d'informations et on a vu comment les travailleurs désiraient s'approprier le contenu politique de l'expérience chilienne et les formes d'organisation au Chili, et rattacher cela directement à leurs luttes. On a aussi publié des textes, bref on s'est aperçu que dans le contexte québécois, il y avait d'une part une soif d'apprendre, un désir de connaître des expériences politiques et des luttes en Amérique latine contre l'impérialisme américain, et que d'autre part, il y avait un grand vide, que la gauche n'intervenait presque pas sur ce terrain et que c'était possible, même pour un groupe de militants relativement isolés comme nous d'intervenir sur ce terrain avec un certain impact politique.

- **Quel effet immédiat eut le coup militaire du 11 septembre sur votre travail?**

• Quand est arrivé le coup, il ne s'agissait pas d'un événement surprenant. Nous autres, on l'attendait quotidiennement, si on peut dire, mais on n'avait pas considéré comme on répondrait à l'événement. Ce qui fait qu'il a fallu réagir très vite. Il était très important à très court terme d'effectuer une mobilisation de masse la plus large possible. Ce n'était certainement pas le temps de s'asseoir pour pousser une analyse. Dans l'espace de quelques jours, après le coup, il y a eu des assemblées, des manifestations, des démarches auprès des gouvernements, etc. Il est sûr que la mobilisation s'est limitée d'abord aux militants organisés, aux intellectuels progressistes et à la fraction progressiste de l'appareil syndical. Si on regarde ailleurs, on s'aperçoit que la solidarité avec le Chili, immédiatement après le coup, a été ici proportionnellement massive.

Mais fait important qu'il faut souligner, c'est que dès le départ, nous avons été conscients qu'il fallait mettre nos priorités sur les travailleurs de la base ce qui structurellemment parlant signifiait pour nous les syndicats locaux, qu'on pouvait dans certains cas atteindre en passant par les appareils syndicaux (les instances régionales par exemple) et aussi les travailleurs et ménagères regroupés dans les organisations de quartier. Nous voulions accorder la priorité à la formation politique anti-impérialiste, des couches combatives du peuple. Ainsi, avec les travailleurs de la base dans des assemblées syndicales locales (surtout des travailleurs des services, des enseignants et de quelques industries, et dans les groupes de quartier), on a pu aborder des questions comme par exemple la démocratie, les limites de la déocratie bourgeoise que le peuple chilien avait affrontées pour arriver au résultat que l'on sait, l'armée et les multinationales, etc.

- **Comment s'est organisé le Comité?**

• Voyant la nécessité de réussir la mobilisation la plus large possible, on a tenté de rallier autour d'une plate forme politique minimale le front le plus large possible. On a donc fait appel aux centrales, à leurs instances décisionnelles régionales, mais surtout à plusieurs syndicats locaux, aux groupes populaires. S'y sont rajoutés des groupes étudiants (principalement trotskistes), plus une quantité d'individus progressistes, militants isolés, etc. La structure choisie fut un comité de direction composé de représentants des cen-

trales et des groupes pops, puis une assemblée générale composée de délégués des organisations membres. Selon nous cette décision a été correcte. Ella a permis au Comité d'atteindre en partie son but. De plus, la marge d'autonomie que nous avions, nous les militants qui constituons le noyau central, était assez grande face aux appareils syndicaux qui ne sont pas par ailleurs des blocs monolityques.

• Quelle a été votre approche par rapport au Chili?

• A cause de l'objectif à court terme (l'appui à la lutte contre la dictature militaire), on a compris que le Comité ne devait pas être le lieu du débat sur les leçons de l'expérience chilienne (c'est-à-dire la critique du réformisme). On a donc mis l'accent sur l'appui à la Résistance, on parlait du Front Unifié des forces populaires de Résistance, plutôt que sur l'appui à une organisation politique particulière. Quant à l'Unité populaire, on a expliqué son caractère anti-impérialiste, la période d'intense mobilisation populaire qu'elle avait provoqué, etc. L'aspect critique du réformisme est tout de même apparu, il était inévitable d'en parler puisque les masses elles-mêmes (dans des syndicats locaux par exemple) l'abordaient. Mais cela a été secondaire.

• Là-dessus, je voudrais rajouter que le contenu que le contenu que nous avons véhiculé a correspondu à nos priorités: mobilisation large et priorités sur la classe ouvrière. Ce qui déterminait un type de propagande et un style de travail.

Cela a occasionné des problèmes. Les secteurs étudiants et plusieurs universitaires "marxistes" par exemple nous accusaient d'être à la remorque des réformistes. Les troskistes acceptaient en paroles qu'il demeurait prioritaire dans la conjoncture de mobiliser largement pour isoler la Junte. Mais tout à fait à l'encontre de cela, faire un travail de masse leur était impossible à cause de leur isolement total des masses étudiantes, ce qui pour eux n'est pas une faiblesse, mais un acquis!!! Ils en viennent à faire de l'internationalisme prolétarien une spécialité réservée aux "révolutionnaires".

Tous ces conflits ont été quelque peu paralysants au niveau du travail d'organisation du comité. Ainsi par exemple, dans les assemblées générales, qui regroupaient des délégués de syndicats locaux et de groupe pops, on ne voulait pas attaquer de front les positions trotskistes et ultra-"gauchistes", alors on a eu peur de débattre les deux lignes. Cette attitude quoique dans une certaine mesure justifiée à cause de la composition du comité (où de nombreux délégués de la base n'auraient pu saisir l'enjeu et auraient voter avec leurs pieds comme on dit, en s'en allant), a nui considérablement à la consolidation organisationnelle du Comité.

Ce qu'il y a eu de plus positif dans notre évaluation, ce sont nos interventions auprès des syndicats et groupes de base. Il y en a eu plus de 200, qui variaient beaucoup par leurs formes ou leur impact. Des fois, il ne s'agissait que d'une courte intervention demandant de l'appui financier. La plupart du temps, il s'agissait d'une discussion plus poussée avec présentation de diapos, etc. On a l'impression que ce travail a rapporté pour le Chili, mais aussi pour la conscience anti-impérialiste des travailleurs québécois. Le monde voulait apprendre, de façon concrète. Finalement, ce dont on s'est rendu compte aussi, c'est que l'appui financier par exemple, il est venu de là, de la base. Ce sont les travailleurs québécois qui ont financé la campagne sur le Chili, qui ont fourni quelques $25,000 dont $11,000 ont déjà été envoyé au MIR au Chili, ce sont eux qui sont venus aux assemblées, au meeting du forum en décembre, 1973. La proportion fournie par les appareils syndicaux et les militants d'avant-garde (sauf le Conseil Central de la CSN à Montréal) est faible par rapport à la somme totale.

• Pouvez-vous préciser votre évaluation par rapport à la question des syndicats? Dans l'expérience de plusieurs militants, il est difficile de travailler avec les appareils dans un tel contexte. Soit qu'il y ait un blocage à cause des positions réactionnaires des dirigeants. Soit que les positions des éléments "progressistes" constituent plus un obstacle qu'une aide comte tenu de leur isolement de la base pour qui ils sont souvent discrédités.

• On ne peut pas dire que pour nous il y ait eu des problèmes majeurs avec les appareils syndicaux. Au niveau des éléments "progressistes", il y a un sentiment anti-impérialiste juste qu'il faut appuyer et faire progresser. Ceux qui ont travaillé directement avec le Comité ont eu une attitude correcte. Ils ne se faisaient pas d'illusion sur leur rôle et leur position et ils ont fait ce qu'ils avaient à faire, c'est-à-dire une sorte de caution officielle et de plus un appui fraternel et technique. Malgré les manoeuvres opportunistes de certains, on a eu des rapports corrects en général. Il faut aussi souligner la différence entre la FTQ, d'une part, et la CSN et la CEQ d'autre part. Avec la FTQ, on sent le poids des syndicats dits "internationaux". Ce n'est pas un hasard si l'AFL-CIO a appuyé les gorilles. A la FTQ, non seulement ils n'ont presque rien fait au niveau de l'appareil, mais ils ont aussi relativement bloqué les interventions dans les syndicats locaux. En ce qui concerne la question de la base syndicale, on n'a pas constaté que le fait de passer par les canaux de l'appareil nous bloquaient. C'est bien plus les conditions locales qui sont déterminantes, si le syndicat est démocratique et combatif, ou s'il n'est qu'une clique ou une compagnie d'assurances. Le travail de contacts a aussi débouché en province, dans une multitude de syndicats locaux et d'instances régionales.

Malgré l'aspect positif dominant, notre travail a été marqué par toutes les limites d'une approche "essentiellement", idéologique. Intervenant dans les assemblées générales et par de la propagande large, on ne peut que constater les limites de ce type de travail politique, qui n'a pas de répercussion concrète et durable à la base, sauf dans les rares endroits où il y a des militants révolutionnaires implantés. Comment dépasser le travail d'organisation de manifestations et d'assemblées, le passage de littérature, les interventions lors d'assemblées, etc., toutes ces questions, on ne les a pas résolues, et encore aujourd'hui, on ne peut qu'entrevoir des débuts d'alternatives. C'est sûr que tout cela est lié à l'absence d'organisations révolutionnaires présentes et dirigeantes dans la classe ouvrière et les masses à l'heure actuelle. Mais il faut tenter d'y répondre maintenant, dans le contexte d'une contribution possible de notre travail à cette émergence d'une avant-garde révolutionnaire ouvrière. On a certaines hypothèses. Par exemple développer un travail à long terme et diversifié avec certains groupes de travailleurs dans les compagnies multinatioanales (ITT, Kennekott, etc.) C'est un travail à long terme, difficile, prolongé. D'autre part, il ne faut pas oublier les campagnes de solidarité, qui demeurent malgré tout d'une importance extrême. Là-dessus, il faut envisager d'abord et avant tout le point de vue de la Résistance chilienne, qui a besoin du soutien international, qu'il faut continuer à tout prix. Nous cosntations actuellement la désagrégation de nombreux comiés de soutien à travers le monde, après l'enthousiasme premier des militants et l'intérêt large dans le

public. Il est nécessaire de ne pas tomber dans le même piège et de continuer le travail. Il faut faire la démonstration aux travailleurs que le soutien aux luttes qui se mènent ailleurs, ce n'est pas une affaire conjoncturelle, une question de quelques mois; que les luttes sont longues et qu'elles ont besoin d'appui durant leurs différentes étapes de leur développement. Cette expérience, pour le Vietnam par exemple, les travailleurs québécois ne l'ont pas vécu.



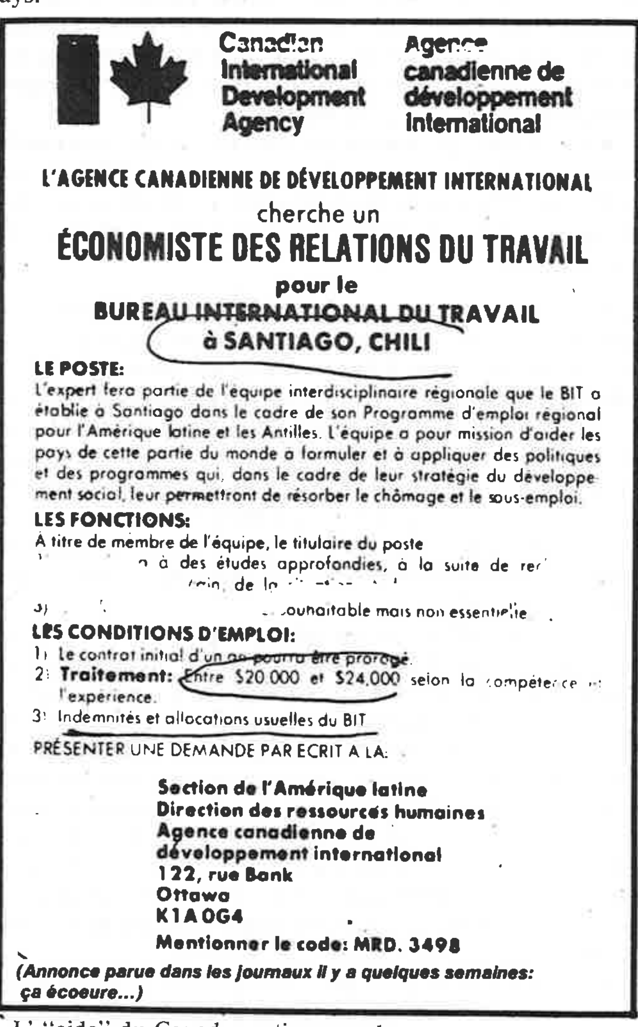
• Quelle évaluation faites-vous de la semaine de solidarité de septembre 1974?

• La manif a été assez bien réussie: 2,000 personnes, un an après le coup. Le soutien s'est maintenu à un niveau assez élevé en proportion avec les autres questions internationale. Il y a eu aussi des films, des conférences, et d'autres interventions, moins remarquées, mais importantes. C'est l'aspect de propagande très large qu'on a pu faire à ce moment en participant à de nombreux "hots-lines" à la radio. Cela touche le monde, il y a des centaines de milliers de personnes qui écoutent cela. On a du commencer à voir comment travailler sur des questions internationales quand cela n'est plus "chaud" et que ça ne fait plus les manchettes. On s'est rendu compte aussi de notre idéalisme, que le travail à faire est un travail à long terme, un travail de taupe. Le fait que plusieurs milliers de travailleurs écoutent un programme de radio ou signent une pétition, cela n'est pas spectaculaire, ni comptalilisable en termes de recrues pour le mouvement révolutionnaire, mais cela compte. De plus cela a un impact au Chili, où la Junte a de grandes difficultés à sortir de son isolement et fait des pieds et des mains pour redorer son image internationale. Le fait qu'elle recoit par l'intermédiaire de contacts diplomatiques des pétitions ou des demandes de libérations politiques leur montre encore plus leur isolement. Pour là-bas, des initiatives comme celles-là ont plus d'impact qu'une manifestation militante organisée par la gauche révolutionnaire.

• Quelle a été la participation des réfugiés chiliens? Quelle évaluation politique faites-vous de la communauté chilienne au Québec?

• Les chiliens comme groupe, et c'est normal, n'ont pas été présents dans le Comité. Certains ont participé sur des questions concrètes et cela a beaucoup aidé. Ils n'ont jamais été moteur dans le travail, à cause de tous les problèmes, les questions d'implantation, de langue, les restrictions du ministère de l'immigration, etc. Ce qui explique en partie ce fait. On n'arrive pas dans un pays inconnu et quelques mois après réussir à comprendre le nieau d'organisation et de lutte.

En plus des problèmes matériels, il y a la question politique. Il n'y a pas le facteur unificateur et dirigeant au Chili même pour orienter ces militants (comme cela est le cas pour les vietnamiens par exemple). Il n'y a pas de possibilités pour les chiliens de s'unir à court terme sur une perspective claire et d'orienter le travail de soutien. Il y aussi toute la question de la composition de l'immigration chilienne. La majorité provient des couches progressistes de la petite bourgeoisie, étudiants, enseignants, la plupart jeunes et avec peu d'expérience politique. Il n'y a pas beaucoup de travailleurs avec leurs familles, ni de militants et cadres révolutionnaires qui on pu ou voulu quitter le pays.


Canadian International Development Agency — Agence canadienne de développement international

L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
cherche un
ÉCONOMISTE DES RELATIONS DU TRAVAIL
pour le
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
à SANTIAGO, CHILI

LE POSTE:
L'expert fera partie de l'équipe interdisciplinaire régionale que le BIT a établie à Santiago dans le cadre de son Programme d'emploi régional pour l'Amérique latine et les Antilles. L'équipe a pour mission d'aider les pays de cette partie du monde à formuler et à appliquer des politiques et des programmes qui, dans le cadre de leur stratégie du développement social, leur permettront de résorber le chômage et le sous-emploi.

LES FONCTIONS:
À titre de membre de l'équipe, le titulaire du poste
... à des études approfondies, à la suite de ...
... de la ...
3) ... souhaitable mais non essentielle.

LES CONDITIONS D'EMPLOI:
1) Le contrat initial d'un an pourra être prorogé.
2) **Traitement:** Entre $20 000 et $24,000 selon la compétence et l'expérience.
3) Indemnités et allocations usuelles du BIT

PRÉSENTER UNE DEMANDE PAR ECRIT A LA:

Section de l'Amérique latine
Direction des ressources humaines
Agence canadienne de développement international
122, rue Bank
Ottawa
K1A 0G4
Mentionner le code: MRD. 3498

(Annonce parue dans les journaux il y a quelques semaines: ça écoeure...)

L' "aide" du Canada au tiers-monde...

Il y a un facteur de plus. La politique d'immigration du Canada, sous une forme de libéralisme et de démocratie, a un caractère extrèmement pernicieux. Il s'agit d'admettre un assez grand nombre de chiliens, mais de bien les choisir. Une partie des récents ont même fait leur demande pendant la période de l'Unité Populaire, c'est-à-dire qu'ils voulaient quitter le pays parce qu'ils étaient embarqué dans la campagne réactionnaire, d'autres sont des petits bourgeois qui ont préféré abandonner le pays. Ainsi, la campagne initiale pour exiger du gouvernement qu'il ouvre largement ses portes aux réfugiés chiliens a été contournée de façon

très habile. Face à nos revendications, le ministère a beau jeu de montrer son libéralisme en comparant par exemple le nombre de chiliens reçus au Canada par rapport aux autres pays occidentaux. Il oublie ce "petit détail" concernant la composition de cette immigration. Il y a un tri, et on réussit à écarter presque systématiquement les militants. Cependant, cela doit être pris avec beaucoup de réserve face à la conjoncture politique qui peut changer. Il n'est pas en effet impossible que des militants puissent entrer au pays sous peu, conséquences des pressions sur le gouvernement.

Cela a été assez révélateur de constater ces résultats de notre campagne sur l'immigration. Les résultats positifs sont très minces. Cela a eu un effet de propagande large de démystification de la politique capitaliste de l'immigration plutôt que concret. On s'aperçoit aujourd'hui que le Canada s'en est bien tiré en proclamant une fois de plus son attitude libérale et démocratique. En plus, cela aide la junte. Les immigrants qui arrivent proviennent en partie de la petite bourgeoisie commerçante qui est sur le bord de la faillite actuellement au Chili et dont il faut s'en débarasser sans susciter d'opposition politique. C'est un bon moyen d'y parvenir. Il faut aussi travailler à aider les réfugiés ici. Cela n'est pas notre tâche spécifique, mais c'est une tâche que les militants québécois doivent aider à assumer.

• Quelle a été l'activité du Comité depuis septembre '74?

• Il faut certainement constater un repli. Il est difficile de maintenir le travail au même rythme plus d'un an et demi après les événements, alors qu'au Chili même, il ne se passe pas d'événements mobilisateurs. On est donc moins nombreux, on a moins d'argent. Durant l'automne, il y a donc eu une période de réorganisation et de diversification. Nous avons tenté d'effectuer un travail de formation plus poussé sur une base d'échanges entre militants chiliens et militants québécois. Cette tentative (centrée sur les expériences de travail en quartiers) a avorté pour plusieurs raisons. La raison principale a été notre absence d'expérience. Nous n'avions que peu clarifié le contexte, le rôle et les méthodes d'un tel type d'échange. Il a fallu aussi constater le blocage de la part de plusieurs militants d'ici, qui, d'une part sont constamment sollicités d'un côté et de l'autre et débordés par une multitude de tâches, mais aussi qui ne sont pas très énergiques à définir leurs besoins et leurs possibilités en matière internationaliste en général. Ce projet fut en fait prématuré, même si l'idée était bonne et qu'il sera possible de la reprendre à moyen terme.

On s'est rendu compte que cette initiative de formation a pris beaucoup de notre temps, et que cela nuisait au travail de solidarité large. Nos tâches de diffusion large, de ramasser du fric, de faire des pressions sur le gouvernement ou les organismes internationaux, il faut les continuer et même les accentuer.

On a aussi passé par une période de réorganisation structurelle que nous terminons à peine. Cette réorganisation a pour objectif de resserrer plus l'équipe militante qui assume le travail et d'officialiser son rôle de direction. Avant, on avait une structure à deux niveaux: une réelle, avec l'équipe de militants et sa relation dialictique avec l'assemblée générale des délégués des syndicats et groupes, et une autre, parallèle, avec un comité de direction qui officiellement était représentatif et délégué des groupes constituants. En pratique, la structure officielle était née dans le contexte du Comité qui constituait à ce moment une sorte de coalition de groupes organisés, ce qui n'est pas tout à fait le cas maintenant, où ce sont plus des militans de divers groupes qui participent sur une base individuelle. De plus, l'équipe de militants assume complètement la direction politique du Comité. Ce dernier se transforme ainsi en une sorte d'organisation large et démocratique, avec un noyau central qui y met le principal de ses énergies militantes et en assume la direction, et une assemblée assez vaste qui discute, soutient et organise les campagnes proposées. Le Comité ne peut pas se développer comme un groupe politique avec une ligne bien précise, mais comme une organisation de masse qui réunit des militants de divers groupes et tendances sur la base de l'appui à la Résistance, dans le but de la construction du socialisme, pas de retour à la démocratie bourgeoise. De cette façon, on a une base d'action permanente et une audience mobilisée de façon ponctuelle. Ainsi, on a la possibilité d'initier des campagnes larges en allant chercher l'appui de toutes sortes d'organisations et d'individus sur une base précise. Les appareils syndicaux ne sont donc plus les dirigeants du Comité, mais l'appui des éléments progressistes demeure et garde la même importance qu'avant.

• Sur votre réorganisation, ne voyez-vous le danger d'une "extériorisation" du comité par rapport aux mouvement progressiste et révolutionnaire?

• On peut espérer dans les conditions objectives actuelles que le Comité soit à la fois une coalition de groupes politiques, progressistes et révolutionnaires et en même temps une organisation qui peut être une force dynamique de mobilisation et d'organisation de masse. Bon, d'une part, il y a toutes les limites des centrales et les possibilités au niveau des organisations de travailleurs (syndicats, groupes pops.). D'autre part, il y a la faiblesse du mouvement révolutionnaire (division, éparpillement, faible implantation dans les masses, absence de perspectives stratégiques et tactiques claires). Il faut donc voir le Comité et notre travail de façon dialectique (en tenant compte des deux aspects). Il faut que le comité et le travail de soutien au Chili se lie aux couches combatives du peuple, que la nécessité d'un même combat contre l'impérialisme pénètre la conscience des masses, particulièrement des travailleurs en lutte. En ce moment, il y a des courants marxistes-léninistes qui commencent à pénétrer sérieusement certaines couches de la classe ouvrière et du peuple et il faut s'y lier. Mais d'abord, il faut les connaître et voir leurs possibilités. Potentiellement, c'est là que nous pourrons le plus développer le travail de solidarité anti-impérialiste. Nous attendons de ces organisations une critique fraternelle et des propositions de collaboration.

• Pouvez-vous dégager certaines perspectives de travail à court terme?

• Il faut poursuivre le travail large, d'information et de mobilisation. Il y a la publication du Bulletin Chili-Québec Informations, qui se diffuse assez bien et qui pénètre de nombreux groupes ouvriers et populaires. On y aborde aux côtés de l'analyse de la situation de la luttes des classes au Chili, les questions de l'impériaisme et des luttes en Amérique Latine, la complicité canadienne, etc. On poursuit aussi tout un travail de liaison et d'explication. C'est un travail diversifié.

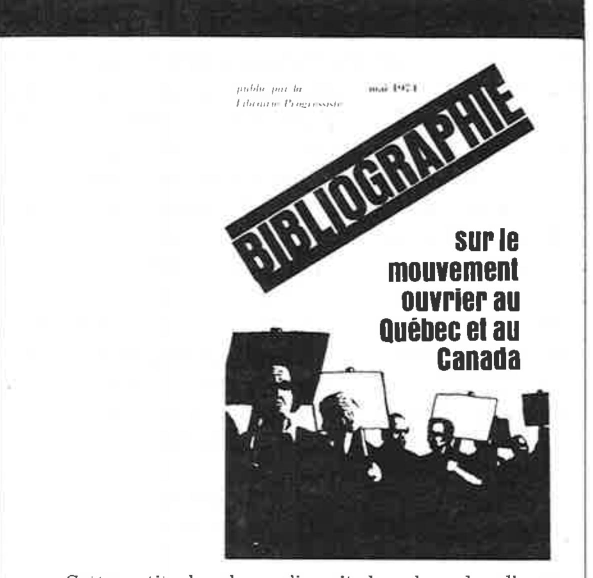
A court terme, le travail sera axé sur la campagne pour la libération des femmes du peuple emprisonnées et qui a pour but de réclamer la libération de milliers de femmes et d'enfants emprisonnés et torturés par les gorilles. En plus de permettre un nouveau départ, cette campagne correspond à la stratégie de la résistance chilienne. En effet, actuellement, la répression loin de ralentir s'accentue:



Le bulletin Chili-Québec Informations.

arrestations massives, tortures, intimidations de toutes sortes, etc... Il est essentiel de renforcir le mouvement international contre la répression qui frappe le peuple, mais aussi ses organisations révolutionnaires, en particulier le MIR au Chili. Il est essentiel pour ces organisations que de nombrey cadres emprisonnés soient libérés, ce qui en pratique a été possible dans de nombreux cadres emprisonnés soient libérés, ce qui en pratique a été possible dans de nombreux cas dont entre autres la libération de Carmen Castillo, militante du **MIR** qui fut arrêtée lors de la mort au combat du secrétaire général Miguel Enriquez. Tous ces facteurs ont fait que d'une part, le comité de coordination de la gauche chilienne à l'extérieur, de même que le **MIR** au Chili ont lancé l'idée de cette campagne. Il est possible de travailler là dessus et d'obtenir des résultats concrets: entres autres la libération de Laura Allende, soeur du président ce qui prend une importance particulière à cause des pressions que les gorilles peuvent faire sur le nouveau secrétaire général du MIR, Pascal Andrea Allende, fils de Laura.

A court et à moyen terme aussi, il y a la clarification toujours plus poussée sur le comment d'un travail de masse de solidarité anti-impérialiste. Les questions de stratégie et de tactiques, de compositions et de direction, la question des liens nécessaires avec les groupes stratégiques et les organisations marxistes-léninistes, toutes ces questions et bien d'autres, il faut poursuivre à les travailler et à les éclaircir. Ce qui nous préoccupe beaucoup aussi, c'est d'étendre le mouvement populaire de solidarité avec le peuple chilien avec les autres peuples latino-américains en lutte, qui pourrait contribuer à faire avancer la possible tenue à Montréal du tribunal Russell II, entre autres par l'impact créé sur les mass-média. Il faut avoir une analyse claire pour être en mesure d'isoler l'ennemi et d'unir tout ce qui peut être uni sous une direction politique claire et juste.



La résistance chilienne:

Déclaration du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire

"Tous ceux qui aujourd'hui souffrent des conséquences de la dictature la plus vile et la plus sanguinaire des temps modernes, ont un poste de combat dans le mouvement de résistance populaire chilienne."

La construction du Parti révolutionnaire

Malgré les durs coups de la répression gorille et de la mort au combat de son secrétaire général Miguel Enriquez, le MIR s'affirme de plus en plus comme l'avant-garde combattante et révolutionnaire du peuple chilien. Déployant à la fois une vaste réorganisation du mouvement populaire et le mise en place des conditions pour l'essor de la lutte armée du peuple, le MIR développe une stratégie et des tactiques révolutionnaires originales et adaptées au contexte latino-américain. Cette alternative en développement se trouve à affronter en pratique les conceptions réformistes (dont la tête dirigeante se situe dans les partis révisionnistes dont le PC chilien) et ultra-"gauchistes" (aventuristes et militaristes).

Mobilisation

Il n'y a pas de révolution prolétarienne possible sans un parti révolutionnaire du prolétariat. Le prolétariat d'avant-garde et l'ensemble de la classe et des masses doivent avoir toujours présente cette vérité universellement constatée. Seule l'existence d'un Parti prolétaire d'avant-garde, fort, discipliné, lié aux masses, experimenté et combatif peut rendre possible le triomphe de la lutte du prolétariat et du peuple.

De plus, seule l'existence d'un Parti avec de telles caractéristiques peut empêcher le triomphe de la contre-révolution aux moments de la montée des luttes de classes.

L'expérience chilienne à ce sujet, est dramatique. Entre 1970 et 1973 le niveau de conscience, de combativité et d'organisation de la classe ouvrière et du peuple s'est développé d'une manière extraordinaire. Cependant le Parti révolutionnaire du prolétariat n'est pas arrivé à se constituer; devant l'offensive réactionnaire les masses n'ont pas trouvé une direction révolutionnaire reconnue permettant de livrer le combat avec succès, et nous avons été vaincus.

Le MIR est une organisation révolutionnaire qui veut devenir le Parti révolutionnaire du prolétariat chilien. Pour y arriver il doit faire un long chemin, mais il ne peut le faire seul, sinon avec l'ensemble du prolétariat d'avant-garde.

Nécessité du Parti

La révolution chilienne exige un Parti Prolétaire, regroupant sous son orientation l'immense majorité du prolétariat d'avant-garde, des secteurs plus conscients et actifs de la classe ouvrière et du peuple. Cette présence prolétaire doit se refléter non seulement dans la composition de ses bases et directions mais aussi dans son idéologie et sa pratique quotidienne.

Un Parti d'Avant-garde

Le Parti révolutionnaire du prolétariat est un Parti d'avant-garde, un parti qui, armé du marxisme-léninisme, et fondé sur l'expérience révolutionnaire internationale et les conditions concrètes de la société chilienne, élabore un Programme, une stratégie, une ligne politique et une tactique correctes.
Ce programme, cette stratégie, cette ligne politique et cette tactique ont été élaborées par le MIR pendant plus de 9 ans de lutte.

Un Parti Fort

Le Parti révolutionnaire du prolétariat est un Parti fort, idéologiquement, physiquement et moralement.
Il est fort idéologiquement parce qu'il est armé d'une théorie et d'une politique d'avant-garde.
Il est fort physiquement parce qu'il regroupe ce qu'il y a de mieux dans la classe, parce qu'il est un parti de cadres ; parce qu'il a une organisation politico-militaire expérimentée et combative capable d'utiliser les formes de luttes les plus diversifiées sous les régimes et les gouvernements les plus différents ; parce qu'il regroupe la majorité du prolétariat d'avant-garde et est lié à l'ensemble du mouvement de masse.
Il est moralement fort parce qu'il est un Parti d'avant-garde et physiquement solide. Il peut, par conséquent, supporter les coups les plus durs, survivre dans les situations les plus difficiles et mettre sur pied, malgré tous les obstacles la politique indépendante du prolétariat révolutionnaire.

Un Parti Discipliné

Le Parti révolutionnaire du prolétariat est un Parti discipliné. Seule une discipline de fer permet à une organisation relativement petite et ayant de faibles ressources, de faire face à des ennemis infiniment supérieurs et de conduire le prolétariat et les masses dans le chemin de la victoire.

La discipline du Parti révolutionnaire du prolétariat est une discipline basée sur la compréhension juste et rationnelle de la nécessité de concentrer tous les efforts dispersés de la classe et des masses pour frapper aux points faibles de l'ennemi.
La discipline du Parti révolutionnaire prolétarien est une discipline consciente. La discipline d'une association librement constituée, autour d'un centalisme démocratique et où coexistent ensemble la démocratie la plus large et le contrôle permanent des directions par la base, l'unité d'action la plus solide et l'obéissance la plus stricte aux résolutions.

Un Parti lié aux masses

Le Parti est l'avant-garde de la classe seulement dans la mesure où il arrive à établir de liens solides avec l'ensemble de la classe ouvrière et des masses.
Ces liens naissent de la lutte même, de l'expérience faite par la classe et les masses dans toutes les formes de la lutte de classe. Ces liens viennent du fait que le Parti se construit à l'intérieur de la classe et des masses et n'est pas une organisation qui utilise la classe.
A travers des années de lutte patiente, les masses comprennent la politique du Parti révolutionnaire du prolétariat et ac



Un parti expérimenté et combatif

Seul un Parti prolétaire d'avant-garde avec une large expérience dans la lutte de classe, capable d'utiliser les formes et les moyens de lutte les plus diversifiés, avec une capacité politico-militaire prouvée, peut devenir un Parti fort, discipliné et lié aux masses.
Seul un Parti qui a traversé avec succès les différentes périodes de la lutte de classe, les situations les plus diversifiées, gardant toujours sa combativité, montrant être disposé aux plus grands sacrifices, pourra être le Parti Révolutionnaire du Prolétariat.

La Situation Présnete

Ce parti n'existe pas encore au Chili. Le MIR est une organisation prolétaire d'avant-garde, disciplinée, disposant d'une force relative, en liaison croissante avec le mouvement de masse, une expérience de presque 10 ans et une combativité que personne ne conteste.
Mais le MIR n'est pas encore le Parti Révolutionnaire du Prolétariat chilien. Pour le devenir il se doit, comme tâche fondamentale, de gagner la majorité du prolétariat d'avant-garde ; c'est dans la mesure où il y parviendra qu'il augmentera et ses forces et son lien avec les masses.
Voici la tâche indispensable du moment : gagner le prolétariat d'avant-garde, gagner la majorité du prolétariat d'avant-garde. Le prolétariat d'avant-garde se trouve dans le Mouvement de Résistance Populaire, dans certains secteurs des partis de gauche, parmi les syndicalistes et délégués de gauche sans parti. Ce n'est qu'en gagnant le prolétariat d'avant-garde, tous ces secteurs, que nous pourrons être à la hauteur de cett tâche historique : construire le Parti de la Révolution chilienne.

notes de lectures

•••

Pour vos commandes: calculez le montant en ajoutant 10% pour les frais d'envoi. Faites vos chèques et mandats au nom de **Mobilisation**. Des délais d'environ deux semaines sont prévus pour la livraison. Ecrivez-nous pour toutes autres publications ou renseignements.

•••

LES QUESTIONS D'ORGANISATION AU Vième CONGRES DE L'I.C. Originallement publié en 1925 et réédité par le Cellule Militante Ovurèere, la brochure contient les principales thèses, résolutions et directives adoptées au Vième congrès de l'Internationale Communiste en 1924. Ce congrès fut principalement marqué par le débat concernant la réorganisation des partis communistes sur la base des cellules d'entreprise. Un important chapitre est également consacré à l'organisation parmi les femmes. 100 pages. **$1.00**

DEUX LIGNES OPPOSEES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL par Filip Kota. Traduit de l'albanais, le libre retrace la lutte historique qui a opposé et oppose toujours aujourd'hui la voie prolétarienne à la voie de la bourgeoisie dans le mouvement syndical. Concernant la voie bourgeoise, Filip Kota en retrace les origines et les fondaments de classe ainsi que les différentes formes qu'elle a prise au cours des 100 dernières années. Un excellent document. 135 pages. **$3.40**

DEUX ANNEES DE TRAVAIL AU SEIN DE LA CLASSE OUVRIERE TUNISIENNE. Publié originalement dans **Perspectives Tunisiennes** et réédité par la Libraire Progressiste, ce bilan retrace les acquis et les erreurs accumulés au cours des années de travail de liaison prolongée à la calsse ouvrière tunisienne; l aportée générale et universelle des acquis et des leçons tirés, en font un bilan d'une rare valeur pour un mouvement aussi jeune que le nôtre actuellement. 32 pages **$0.40**

RECUEUIL DE TEXTES du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire [MIR] du Chili. Publié entre 1970 et 1973, ces textes retrace la lutte, le travail d'organisation, les prises de positions du MIR, face aux différants évenements qui se sont produits au cours de ces trois années de pouvoir de "L'Unité Populaire". 96 pages. **$1.00**

NOS PETITS AMIS. Livre pour enfant édité en République populaire de Chine. Ce livre retrace la vie quotidienne d'un enfant et les différentes expériences d'apprentissage qu'il connait: propreté, étude, travail, etc... Simple et bien illustré; pour enfants de 2 à 6 ans. 40 pages. **$0.50**

DIFFERENTES PUBLICATIONS SUR LES FEMMES

Les femmes en Chine. Publié originellement dans Québécoise Deboutte. Editions progressistes. 12 pages. $.25

La libération des femmes en Chine. Recueil de textes de Pékin Information et de la Chine en Construction, Réédité par En Lutte. 48 pages. **$0.75**

Femmes chinoises d'aujourd'hui. Editions en Langue Etrangère, Pékin. 1973. 90 pages. **$0.20**

Dossier spécial sur l'avortement et la contraception libres et gratuites. Publié par le Comité de lutte pour l'avortement et la contraception libre et gratuite et le Centre des Femmes. 48 pages. **$1.00**

APERCUS SUR LE NEO-COLONIALISME. Trois tomes d'analyse politique détaillée sur la réalité du néo-colonialisme américain, ses aspects économiques, politiques, culturels, etc... Le deuxième aborde une analyse d'ensemble du néo-colonialisme au Sud-Vietnam, et le troisième traite le sujet tel que posé dans l'ensemble de la région du sud-est asiatique. Ces trois livres constituent selon nous une des meilleures analyses concrètes de l'impérialisme américain. Chaque tome **$1.20**

HISTOIRE DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU VIETNAM. Un coup d'oeil général sur l'histoire du mouvement communiste au Vietnam, les étapes de la lutte anti-impérialiste et l'importance de la solidarité internationale. Ecrit par une commission du Parti des travailleurs du Vietnam. **$0.80**

DANS LE SOMMEIL DE NOS OS par E. Dumas. Quelques luttes ouvrières au Québec des années '30 et '40, à Montréal, en Abitibi, dans le Saguenay. **$3.75**

COURRIER DU VIETNAM. Revue mensuelle produit à Hanoi. Commentaires, informations et analyses sur la situation au Vietnam du sud et du nord. **$0.20** l'exemplaire. Ecrivez-nous pour l'abonnement.

HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE. Texte d'histoire et de formation politique. Plus de 600 pages d'analyse de la révolution albanaise. **$2.50**

QUE FAIRE? L'oeuvre classique de Lénine sur le rôle de l'avant garde socialiste et la lutte pour la prise de pouvoir. **$1.25**

LENINE SUR LES SYNDICATS. Anthologie de Lénine incluant des textes et des extraits de textes sur les syndicats et la lutte économique. **$3.60**

LENINE ET L'ORGANISATION. Anthologie sur le parti rassemblée par l'Internationale Communiste et destinée à la formation des militants. **$1.50**

en réimression, disponible dans 4 mois

OEUVRES CHOISIS de Lénine. Les trois tomes des oeuvres choisies de essentiels du dirigeant bolchévique; Que Faire?, L'Impérialisme, L'Etat et la révolution, Le Gauchisme, etc... Plus de 800 pages de textes intégraux dans chaque tome.

La série complète **$12.00**
chaque tome séparé **$4.50**

HISTOIRE DU PARTI BOCHEVIQUE DE L'URSS. Ce livre, écrit en 1938 constitue selon Mao Tsétoung "la meilleure synthèse et le meilleur bilan du mouvement communiste mondial des cent dernières années, c'est le modèle de l'union de la théorie et de la pratique..." **$4.00**

en réimpression, disponible dans 4 mois.

LUTTES DE CLASSES EN URSS[1917-1923]. Ce livre de C. Bettelheim tente de retravailler l'histoire de la révolution russe en faisant ressortir la lutte de classe interne et externe que devait affronter le Parti et la classe ouvrière. Il retrace aussi les principales interventions de Lénine dans le contexte et permet de mieux saisir le sens véritable des écrits classiques des dirigeants révolutionnaires de l'époque. **$10.80**

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LES SYNDICATS. Recueil de textes des quatre premiers congrès de l'Internationale concernant les syndicats, la lutte économique et politique, le

role et les tâches des communistes. **$0.50**

LENINE A PROPOS DES GREVES. Petite brochure de Lénine où il explique comment ls grèves et la lutte économique constituent l' "école de la guerre". **$0.10**

MARX ET ENGELS SUR LES SYNDICATS. Anthologie des deux fondateurs du socialisme scientifique sur les syndicats et la lutte économique. Malgré le caractère incorrect de la présentatnion politique de ces deux libres, l'anthologie demeure enrichissant en nous donnant des textes inédits sur la question.

Chaque tome **$2.00**

OEUVRES CHOISIS de Marx et Engels. Conçue dans le même sens que les Oeuvres choisis de Lénine, cette anthologie en trois tomes contient aussi els oeuvres essentielles de Marx et Engels.

La série **$12.00**
chaque tome **$4.50**

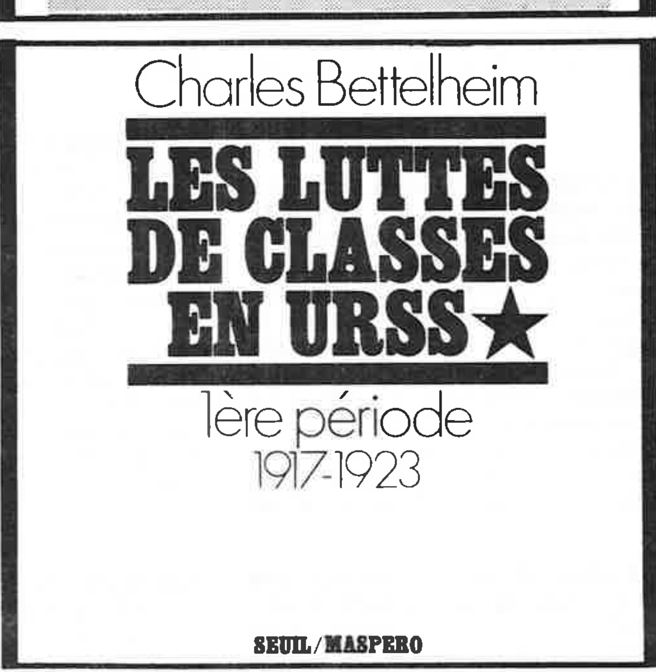
CINQ ESSAIS PHILOSOPHIQUES de Mao Tsétoung. Cinq textes d'une valeur éducative et politique que tous connaissent et se doivent d'étudier. Contient: De la pratique, De la contradiction, De la juste solution des contradictions au sein du peuple, D'où viennent les idées justes et Intervention à la conférence nationale du parti sur le travail de propagande. **$0.75**

OEUVRES CHOISIS de Mao Tsétoung. 4 tomes qui regroupent les principaux textes de Mao de 1927 à 1949. Contiennent tous les classiques, les textes essentiels. Guide théorique, mais aussi guide pour comprendre l'histoire de la révolution chinoise durant ses différentes périodes. Disponible sous forme réliée ou brochée.

La série reliée **$9.00**
Chaque tome relié **$2.50**
La série brochée **$8.00**
Chaque tome broché **$2.00**







numéros précédents disponibles

Vol.2, no.3: Les fonds de pension, 4ième congrès du PQ..$0.25
VOl.2, no.4: La lutte à l'UQUAM, les luttes de libération en Afrique, le travail idéologique.....$0.25
Vol. 2, no.5: Numéro spécial sur la propagande $0.25
Vol.3, no.2: Lutte des femmes dans une usine, Bilan d'un noyau de militants ouvriers socialistes, Firestone, Chili..$0.25
Vol.3, no.3: Canadian Steel Foundries, la question nationale au Québec, Parti Communiste Chinois, Chili (suite)..$0.25
Vol.3, no.5: Enquête dans une entreprise de transport, l'enquête économique, entrevue avec le CIP, le mouvement révolutionnaire en Espagne, le mouvement ouvrier américain (suite), le parti, avant-garde du prolétariat............................$0.50
Vol.3, no.6: Le premier mai, bilan du Cap service social, enquête avec des militants de l'ADDS, Vietnam, Lotta Continua.............................$0.50
Vol.3, no.7: Les mineurs de Thetford, Asbestos 1949, les mines au Québec, la grève générale de Winipeg, Apropos de la ligne de masse...........$0.50
Vol.3, no.8: Bilan de Rémi Carrier, Sur le travail de formation, entrevue avec le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières, textes sur la Chine...........$0.50
Vol.3, no.9: Bilan du Cap St-Michel, lutte de syndicalisation, entrevue avec des militants du MPAL (Angola)..$0.50
Vol.4, no.1: Social démocratie et réformisme, le RCM à Montréal, Le NPD en Colombie Britannique, le programme commun en France, les nouvelles formes d'organisation du travail....................$0.50
Vol.4, no.2: Histoire du mouvement étudiant au Québec, plateforme pour un travail politique de masse en milieu étudiant, les professeurs de Cegep à Montréal.....................................$0.50
Vol.4, no.3: Les journaux d'entreprise et de quartier, le travail idéologique à l'étape actuelle, évaluation de **Mobilisation**, critique et autocritique à propos de l'analyse de la conjoncture mondiale, un journal révolutionnaire aux Etats-Unis, Lénine et l'Iskra..$0.50
Vol.4, no.4: Histoire du Parti Communiste au Canada, Les facteurs objectifs et subjectifs dans la révolution, Lénine et l'organisation...............$0.50

Vol.4, no.5: Bilan "Servir le peuple", La grève de Murdochville, Programme d'action syndicale, le Parti Communiste des Etats-Unis et les syndicats dans les années '30, etc...
Vol.4, no.6: Enquête avec des femmes, L'organisation des femmes et l'edification du parti communiste de type nouveau, les femmes au Vietnam.

prochains numéros

Bilan du Front commun de 1972

Analyse des services au Québec.

Sur le travail de quartier.

Sur l'histoire du mouvement révolutionnaire au Québec depuis 1970

... et plusieurs autres.

à paraitre bientôt!!!

RECUEIL D'ARTICLES PARUS DANS MOBILISATION entre 1969 et 1971. Cette anthologie de la plupart des articles publiés au cours des cinq premiers numéros de la revue **Mobilisation**, constitue un apport important à une meilleure connaissance du développement du mouvement révolutionnaire au Québec. La publication de **Mobilisation** était assumée à cette époque par les militants du **Front de Libération Populaire** (FLP). Chaque article est introduit en le resituant dans la conjoncture de l'époque. La publication est prévue pour le début du printemps.

formule d'abonnement

☐ **$5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros**
☐ **$.......pour ....abonnements collectifs à 10 numéros [$5.00 chacun, frais de poste inclus]**
☐ **$.......pour les numéros précédents suivants.......................**
☐ **$0.50 pour les DOSSIERS suivants..................................**
☐ **$10.00 pour...............abonnements de soutien**
☐ **$10.00 pour ....abonnements pour l'étranger par avion**

abonnements à partir du numéro.....

Faire parvenir votre paiement à:

MOBILISATION
1867 Amherst, Montréal,
tel.: 522-1373

Nom....................................
Adresse...............................
...





CHILI-QUEBEC INFORMATIONS:

- est une publication mensuelle du Comité de Solidarité Québec-Chili (Tél.: 842-8459)
- s'adresse aux Québécois que le sort du peuple chilien ne laisse pas indifférents et qui veulent être informés de l'évolution de la situation.

FORMULE D'ABONNEMENT

Nom . . . .

Adresse . . . .

. . . .

. . . .

Téléphone . . . .

Des exemplaires des numéros précédents de CHILI-QUEBEC INFORMATIONS sont encore disponibles au Comité.
No 3: 15 cents
No 4-5: 30 cents

Abonnement régulier: $5.00
Personnes à faibles revenus: $3.00
Abonnement-solidarité: $10.00

Les abonnements de groupe (5 exemplaires ou plus postés à la même adresse) nous faisant épargner des frais de poste, les prix ci-dessus deviennent alors, respectivement: $4.00, $2.50 et $8.00, à multiplier par le nombre d'exemplaires désirés.

Faites votre chèque à l'ordre du Comité de Solidarité Québec-Chili, 356 rue Ontario est, Montréal, et inscrivez à l'endos du chèque: "Bulletin".